

La lutte des Forges de Clabecq et la nécessité pour le Syndicat de diriger l'économie

Depuis des mois, les travailleurs des Forges de Clabecq se battent pour garder les emplois de tous les travailleurs de l'entreprise, après la décision de prononcer la faillite. L'action des travailleurs de Clabecq a mis en évidence toute une série de problèmes qu'il est essentiel de discuter dans les syndicats: le rôle des médias, la fonction de la violence dans les conflits sociaux, l'impasse où conduit la régionalisation, le "corporatisme" d'entreprise, la responsabilité des dirigeants syndicaux nationaux y compris du bureau de la FGTB dans le refus de généraliser les mobilisations des travailleurs, et aussi la nécessité pour le syndicat de lutter pour l'étatisation complète de la sidérurgie et le contrôle ouvrier de sa production.

Dans un premier temps, les médias se sont braqués sur les Forges de Clabecq, faisant même de Roberto d'Orazio une nouvelle star. Pourquoi? Partout dans ce pays, les travailleurs wallons et flamands se mobilisent, font des arrêts de travail, des grèves, des actions y compris avec occupation des locaux pour maintenir leur emploi, mais on ne parle pas tous les jours avec force photo et détails de chaque lutte. Cette mise en vedette avait pour but d'exalter un affrontement de "la base contre les appareils pourris du syndicat" et de pousser à la désintégration du mouvement syndical (Rappelons comment le Journal "Le Soir" faisait un scoop des problèmes de détournements de fonds à la Centrale Générale et en concluait à la corruption généralisée du syndicat de la base au sommet juste avant les élections sociales). Les médias agissent avec les mêmes intentions vis-à-vis du Parti Socialiste. Mais pour les Forges de Clabecq, il y avait encore un autre objectif très précis: couper Roberto d'Orazio du reste de la délégation, du reste des travailleurs de l'entreprise, le couper des autres centrales FGTB. Comme les délégués de Clabecq n'entrent pas dans ce schéma et se font les porteurs d'un changement dans le syndicat et d'une lutte contre le capitalisme, alors Roberto d'Orazio est devenu le diable en personne, un individu d'extrême gauche usant des méthodes d'extrême droite.

La délégation syndicale FGTB des Forges de Clabecq agit avec beaucoup de cohésion et de responsabilité pour les 1800 travailleurs de l'entreprise et leurs familles et refuse de "sacrifier" un seul travailleur sur l'autel du sauvetage de l'usine. Ils ne peuvent porter sur leurs épaules le sort des travailleurs des autres usines sidérurgiques.

Le manque de perspective globale, d'un programme concerté entre les différents bassins sidérurgiques a conduit les délégations syndicales locales à se battre dans l'enceinte de l'entreprise. L'imposition des quotas de production par l'Europe et la politique de Maastricht qui sanctionne toutes les subventions publiques à la sidérurgie comme des atteintes à la libre concurrence, ont conduit les différents bassins sidérurgiques de Belgique à se disputer entre eux pour avoir les marchés. Ni le mouvement syndical ni le Parti Socialiste au gouvernement wallon ou fédéral, ont défendu l'étatisation de toutes les entreprises sidérurgiques et la planification de leur production sous contrôle des travailleurs.

Des milliards ont été investis dans la sidérurgie, par l'Etat belge d'abord qui a financé presque toute la construction de Sidmar, le rachat ou les transformations de Cockerill-Sambre, Arbed, Athus, Tubes de la Meuse, Phenix Works etc.. et par le gouvernement wallon ensuite, qui a créé de multiples sociétés d'investissements pour moderniser les laminoirs et les hauts fourneaux. Soit l'Etat a pris une part majoritaire dans ces entreprises, soit il a apporté d'énormes subventions. Toutes ces sommes n'ont servi qu'à une restructuration capitaliste de la sidérurgie. L'Etat n'était là que pour renflouer les pertes et recéder ce qui marchait bien aux patrons privés ou aux banques. En 20 ans, plus de 40.000 emplois ont été perdus. La régionalisation de la Belgique, loin de rendre "les socialistes maîtres chez eux" a converti le gouvernement wallon en jouet de ces banques et des multinationales de l'acier. Les Forges de Clabecq ne sont qu'un pion dans dans cette furtive compétition internationale, mais aussi interne à la Belgique, à la Wallonie: Cockerill-Sambre a préféré racheter à très bas prix l'usine d'Eco Stahl dans l'ex-RDA, qui est donc devenu le principal concurrent des Forges de Clabecq.

Les propriétaires Dessy et Germeaux ont claqué la porte en emportant 300 millions. Les 1800 travailleurs des Forges de Clabecq sont abandonnées par la Région Wallonne et par les banques, et jetés au chômage.

La grande marche pour l'emploi du 2 Février a rassemblé près de 70.000 personnes, dont une grande majorité de délégués et militants syndicaux FGTB de tous les secteurs et de tout le pays, mais aussi de militants et travailleurs de la CSC. C'est la première fois qu'une manifestation de cette ampleur s'organise à l'appel d'une "petite" délégation syndicale d'une "petite" entreprise. C'est sans doute cela qui fait très peur aux décideurs politiques mais surtout aux chefs syndicaux, qui préfèrent garder le contrôle de "leurs troupes", et les conduire comme ils le veulent dans les éternels parcours autorisés de la Gare du Nord à la Gare du Midi, sans débordements, dans "le calme et la dignité". La marche pour l'emploi du 2 Février, la manifestation des Services Publics du 29 Janvier, comme la marche blanche du 20 Octobre, expriment la colère et la détermination de la population contre les conséquences inhumaines et violentes de ce

suite page 2

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

36^{ème} ANNEE - Février 1997 - N° 405 - 20 francs

Périodique bi-mestriel Dépôt de Bruxelles X
Editeur Responsable: Pôlet Cl: 62, rue des cultivateurs
1040 Bruxelles
CCP N 000.0976234-26

LA VIOLENCE DU SYSTEME CAPITALISTE ET LA MORALE DES TRAVAILLEURS

EDITORIAL

La violence règne dans toutes les relations de la société en Belgique. Et la plus grande des violences se trouve dans les injustices et les inégalités sociales qui se développent dans tous les domaines de notre vie. Comme l'exprimaient très justement les parents de Julie et Melissa, un individu comme Dutroux est un monstre comme il en surgit quelquefois dans la société, mais la principale violence ne vient pas de lui, sinon des réseaux qui l'ont utilisé, protégé et qu'il faut encore maintenant dénoncer, démanteler et empêcher de sévir à nouveau. La violence est dans tous les appareils construits par le régime capitaliste pour assurer et perpétuer sa domination et son exploitation économique, sociale, culturelle, sexuelle des plus faibles, des enfants, des gens qui n'ont que leur salaire pour vivre, en fait, de la majorité de la population, en Belgique et dans le monde. La violence est dans le pouvoir sacro-saint de la propriété privée capitaliste, des lois du marché, de la haute finance belge, européenne et mondiale.

L'exemple de Renault vient s'ajouter à la liste.

La violence est dans la décision des banques et du gouvernement wallon de faire mourir les Forges de Clabecq et de jeter dans la précarité et la pauvreté des milliers de travailleurs, leurs familles et toute la population de cette région. Elle est aussi dans toute la politique du gouvernement Dehaene qui doit faire payer à la population du pays la bonne position du capitalisme belge sur les marchés européens, la participation à la Monnaie unique.

Cette violence, il faut la dénon-

cer, la combattre, et lutter contre ses sources, contre ce pouvoir et cette oppression du capitalisme. Mais quand un travailleur s'exprime par un geste violent, comme celui qui a donné un coup de poing au curateur de la faillite des Forges de Clabecq, M. Zenner, il faut plutôt se sentir interpellé sur les capacités et la volonté d'organiser les luttes des travailleurs, de la part de nos directions syndicales et politiques! Voilà ce que Michel Nollet devait faire au lieu de se précipiter à la radio pour condamner publiquement le geste nerveux d'un travailleur acculé par les saisies, les visites d'huissier, les menaces de perdre son logement en plus de son travail!

Les travailleurs de Clabecq et tous ceux qui ont participé à la marche pour l'emploi, à la grande manifestation des services publics, les pensionnés et pré-pensionnés qui se mobilisent pour leurs acquis, tous ceux qui font les marches blanches semaine après semaine, tous ceux qui se mobilisent dans les usines, les bureaux, les écoles pour briser le carcan des normes salariales du gouvernement et du patronat, tous montrent une intelligence et une patience énormes pour ne pas avoir multiplié par mille le coup de poing à tous les Zenner de Belgique qui prolifèrent au sommet des banques et des entreprises, au sommet de toutes les institutions publiques, comme le révèlent actuellement les commissions d'enquête parlementaires.

Si un travailleur en vient aux coups de poings, le problème n'est pas chez lui, mais dans le manque de perspectives et d'organisation des luttes pour défendre le droit à un emploi, des conditions de vie dignes, dans le manque d'une direction pour exprimer et étendre cette volonté de lutte qui surgit de partout et lui donner un programme de

suite page 2

La refondation du PS exige un changement de morale, mais aussi de la politique et du programme
voir page 2

LE 29^{ème} CONGRES DU PARTI COMMUNISTE FRANCAIS
voir page 4

LA STRUCTURATION ET LA FONCTION DE L'ETAT DANS L'ETAPE DE TRANSITION VERS LE SOCIALISME
J. Posadas
Août 1976

voir page 3

La lutte des Forges de Clabecq et la nécessité pour le Syndicat de diriger l'économie

système social où compte avant tout la course au profit, qui génère des centaines de milliers de chômeurs, qui appauvrit toute la population travailleuse et provoque exclusions sociales, misère et marginalisation. Le nombre de suicides de jeunes entre 15 et 24 ans augmente en Belgique et atteint le chiffre de 350 par année. Les tentatives de suicides sont encore bien plus importantes. La raison première de ce mal être des jeunes est le manque de perspective d'avenir, et les relations individualistes et agressives de la société. Ce sont les gens riches et très riches qui disent que "l'argent ne fait pas le bonheur", mais quand il faut vivre pendant des mois et des mois et des années avec les revenus du chômage, ou même avec le revenu minimum vital, il faut se demander où se trouve la violence. Le système capitaliste est le seul générateur de violence. Une petite minorité impose par la force de ses lois, de ses polices, de son système judiciaire, de son armée, de ses banques un pouvoir de coercition à la grande majorité de la population. La bourgeoisie impose sa dictature pour assurer son pouvoir, et le maintenir.

Et quand le courageux juge Versluys du Tribunal de Commerce de Nivelles, une grande première dans l'histoire de la Justice, a décidé d'obliger les banques à avancer les 650 millions de francs nécessaires à la reprise du travail, les banques en ont décidé autrement et en appel ont eu gain de cause. Le juge a voulu faire pencher la balance de la Justice du côté de la majorité, du côté des travailleurs.

La marche pour l'emploi restera dans les mémoires et dans les coeurs de tous les travailleurs de Clabecq, par sa force et sa détermination, par l'élan fraternel et la solidarité qui s'en dégage mais aussi par son encadrement et son organisation impeccable. Une ambiance de Mai 68, de double pouvoir flottait dans l'air, des drapeaux rouges et des militants tout de rouge habillés guidaient les flots ininterrompus de manifestants depuis les toits des bâtiments. La manifestation se déroulait à l'horizontale et à la verticale, les familles se trouvant aux fenêtres des maisons avec drapeaux et callots. Cette marche n'a pas permis la reprise du travail à Clabecq, mais elle a montré l'unité et la volonté combative des travailleurs de ce pays et la conscience du besoin de coordonner les luttes, d'unifier les luttes et de discuter dans le mouvement syndical une programmation des mobilisations.

Les divergences qui sont apparues publiquement entre les délégations syndicales et les centrales, entre la Centrale des Métallos et le Secrétariat de la FGTB appellent un grand débat de fond au sein de toutes les organisations syndicales. D'un autre côté, Michel Nollet condamne les méthodes de la délégation des Forges de Clabecq et félicite la délégation syndicale de Boël qui a accepté le licenciement de 800 travailleurs, condition pour le rachat de Boël par l'entreprise hollandaise Hoogovens. La question à débattre est: faut-il continuer indéfiniment la politique du moindre mal, la discussion des seuls volets sociaux quand

une entreprise se restructure, rationalise ou délocalise? ou faut-il s'y opposer comme à Clabecq, refuser de nouvelles pertes d'emploi, exiger le maintien de tous les travailleurs?

Il est impératif d'organiser un grand débat dans toutes les instances syndicales à tous les niveaux,

sur le besoin de donner une perspective socialiste face à cette crise du système capitaliste. En ce qui concerne la sidérurgie, comme les autres industries de base du pays, il faut rediscuter la nécessité de l'étatisation de toute la sidérurgie en Flandre et en Wallonie, d'une planification

commune de la production, du contrôle des travailleurs sur cette production. Et si des réductions de postes de travail sont inévitables, il faut aussi un plan de reconversion de tous les travailleurs. C'est un fait que l'organisation mondiale de l'économie ne permet pas de s'en tenir aux limites de la petite Belgique, mais les travailleurs feraient déjà un grand pas vers leur unification en se mettant ensemble dans toutes les entreprises sidérurgiques du pays.

LA VIOLENCE DU SYSTEME CAPITALISTE ET LA MORALE DES TRAVAILLEURS

suite de la page 1

transformations de la société vers le socialisme.

Le carcan des normes salariales et la lutte pour les 32 heures

L'instauration autoritaire par le gouvernement De Haene de la "norme" (nouvelle violence!) ne renvoie pas dos à dos patrons et travailleurs, mais fait passer de force des mesures qui conviennent uniquement au patronat. Les plans de mesures destinées à créer ou défendre des emplois sont de simples déclarations d'intention: En effet les entreprises n'ont aucune obligation de s'y soumettre. La revendication de la semaine de 32 heures sans perte de salaire et avec embauche compensatoire est abandonnée par la direction nationale de la FGTB.

Mais il n'en va pas de même au niveau des différents secteurs et dans de nombreuses entreprises: Si "la norme" empêche toute revendication de réduction du temps de travail, passons outre la norme! Voilà la réflexion active qui circule de plus en plus. Le secteur Gazelco a déposé un cahier de re-

vendications avec préavis de grève, basé uniquement sur les 32 heures sans perte de salaires et le calcul que l'embauche possible immédiatement serait de 1700 nouveaux travailleurs. Dans beaucoup d'entreprises se prépare la même revendication. L'unification syndicale et interprofessionnelle est en train de se reconstruire, à partir des organisations de base et sans volonté de rupture avec la nécessaire centralisation du mouvement ouvrier.

Le gouvernement Dehaene, malgré toutes les mesures d'austérité qu'il a prises, ne peut garantir que la Belgique passera bien les examens de Maestricht. Il y a peu il donnait en exemple le "modèle coréen" alliant une productivité élevée avec des bas salaires et une flexibilité totale des travailleurs: les formidables grèves des ouvriers et des employés sud-coréens envoient le modèle par terre! Maintenant, le gouvernement belge, par la voix de Johan Verplaetse directeur de la Banque Nationale, recommande le "modèle hollandais": temps partiel généralisé et modération salariale. On ne peut pas prédire combien de temps il faudra pour que ce nouveau modèle croule, mais sa chute est

certaine. Les masses hollandaises ne supporteront pas longtemps la dégringolade de leurs conditions de vie, l'augmentation de la pauvreté, la régression brutale de la sécurité sociale. Et les Hollandais seront présents massivement à la clôture des marches européennes pour l'emploi à Amsterdam.

La crise du capitalisme parcourt aussi toute l'Europe. L'Allemagne, qui est, avec la France, le principal pays de comparaison pour établir le niveau de "la norme de compétitivité" de la Belgique, prend des mesures contre le niveau des salaires et la sécurité sociale. Le gouvernement belge va-t-il donc revoir sa norme à la baisse?

Le mouvement ouvrier ne doit pas se laisser emprisonner dans ce carcan. Pourquoi ne pas fixer nos propres normes, c'est-à-dire un programme minimum de revendications communes aux travailleurs du Benelux, France, Allemagne, concernant le salaire minimum, la réduction immédiate du temps de travail, la sécurité sociale, le refus de n'importe quelle fermeture d'entreprise ou délocalisation. Faisons un front commun des syndicats et des partis de gauche sur cette plate-forme.

La refondation du Parti Socialiste exige un changement de la morale, mais aussi de la politique et du programme

La crise qui secoue actuellement le PS n'a pas son origine en Belgique, mais dans tous les changements se produisant dans le monde. L'effondrement de l'URSS a revigoré la bourgeoisie du monde, la peur de son anéantissement s'est estompée. Ce changement permet à la grande bourgeoisie de reprendre les conquêtes ouvrières pour faire exploser ses bénéfices. La social-démocratie, qui a permis de contenir la lutte des travailleurs pendant cette longue période de l'existence de l'URSS, modèle pour l'espoir des peuples, n'est plus réellement nécessaire au système capitaliste pour maintenir le pouvoir de la bourgeoisie. La direction social-démocrate a été soutenue par le capitalisme, au moyen de la corruption, de l'argent sale, dans le but de la tenir par la gorge le jour elle irait trop loin dans le soutien des revendications des travailleurs.

Aujourd'hui pour une grande partie de la bourgeoisie, la social-démocratie est devenue un frein pour grandir ses profits. C'est dans ce cadre qu'il faut analyser la crise

des partis socialistes. L'Italie, la Grèce, la France, l'Espagne, la Belgique sont dans la tourmente des scandales financiers. L'ancien maire socialiste de Vitrolles en France, Langlade a été mêlé à des affaires de corruptions, et cela a pesé dans les élections qui ont donné une majorité absolue au FN. Certains dirigeants du Parti socialiste belge sont impliqués par la justice, dans des commissions sur des marchés de l'Etat. Les "compromis à la belge" entre les différents partis politiques (PRL-VLD, PSC-CVP, PS-SP) étaient tels jusqu'à présent, que chacun taisait les affaires de l'autre pour ne pas être lui-même éclaboussé ou dénoncé. Mais ce soi-disant consensus a éclaté dans tous les domaines de la vie politique et sociale, les conflits et la lutte des classes s'aiguisent tandis que l'Etat capitaliste belge se vide de son contenu. Alors, c'est la débandade dans la classe bourgeoise et tous les appareils politiques. Les dénonciations qui pleuvent actuellement sur les dirigeants PS sont élaborées et alimentées essentielle-

ment par la droite social-chrétienne et les Libéraux qui veulent déloger les socialistes et avoir leur part du pouvoir. Ils montrent par là leur aveuglement, leur politique à courte vue, car toutes "les affaires" pourraient rapidement les impliquer et les entraîner à leur tour.

Pour les travailleurs, pour les militants socialistes et pour toute la gauche, l'éviction du PS du gouvernement fédéral ou régional n'a pas beaucoup d'importance. Il n'était là que pour faire une politique de plus en plus droitière. Ce qui a par contre une importance historique, c'est que le mouvement socialiste trouve le chemin d'un changement de politique et de programme, en même temps qu'une refondation morale pour répondre et contribuer à la lutte des masses contre le capitalisme et pour une transformation socialiste de la société.

Le financement de ses activités est un problème important dans l'histoire du mouvement ouvrier. Robin des bois, la bande à Bonnot, les

suite page 4

Comment caractériser l'étape qui va de la prise du pouvoir au socialisme, c'est-à-dire à l'organisation de relations socialistes comme normes de la société? Lénine, Trotsky, les Bolchéviques l'ont qualifiée d'Etat ouvrier. Les communistes disent actuellement disent qu'il s'agit de socialisme. C'est une étape de transition, mais non de transition socialiste. Le socialisme n'est pas une étape, il représente la constitution ferme d'une société. C'est le passage du régime capitaliste à une étape supérieure, qui élimine tout régime de propriété. On doit parler de "société socialiste" et non de "régime socialiste" car, dans cette société, les relations humaines sont déterminées par la raison et non par les intérêts ou par des commandements.

Pourquoi l'Etat de transition est-il un Etat prolétarien et non le socialisme? Parce que, dans cet Etat, subsistent encore des relations capitalistes telles que le travail salarié, la distribution à chacun selon ses capacités. Ce sont des relations d'intérêts, qui tendent à développer, garantir, élargir et défendre cette distribution inégale des salaires.

Pour limiter l'influence de ce processus sur la vie sociale, les Bolchéviques ont créé des organes de contrôle, d'intervention prolétarienne et de démocratie soviétique, le fonctionnement démocratique des syndicats et de toute la vie sociale. Ces organes, à leurs yeux, étaient destinés à intervenir dans le processus de distribution - en pleine pénurie économique - pour tendre à supprimer les inégalités existantes. Ces organes de contrôle, en supprimant ou au moins en atténuant les inégalités, élevaient leur propre fonction et passaient du rôle d'organes de contrôle de la distribution et de la production à celui d'organes de direction. Les masses apprenaient à diriger le pays. Voilà une façon simple de parcourir le chemin de la transition entre l'Etat capitaliste et le socialisme.

Dans le socialisme, la fonction de l'Etat, du parti, de la direction, doit être supprimée et remplacée par l'intervention directe des masses. S'il fallait encore une direction dans le socialisme, cela voudrait dire que les gens sont des brutes, qu'ils sont toujours motivés par des intérêts personnels, égoïstes et qu'ils continuent à se différencier les uns des autres, à essayer d'obtenir des profits personnels. Mais dans le socialisme, les gens agissent avec l'intelligence du bien commun; alors l'abondance de la production n'est pas nécessaire pour que les gens soient contents: leur intelligence dépasse leurs intérêts personnels et même leurs besoins.

L'Etat n'est pas la création d'un seul régime. Il s'est construit au cours de centaines d'années d'histoire. Mais il est un centre organisateur, centralisateur des activités sociales. C'est un appareil qui répond essentiellement, sinon exclusivement, au régime de la propriété privée.

Pour avancer vers le socialisme, il faut changer le caractère de l'Etat. Actuellement, celui-ci obéit à la propriété privée. Toutes les composantes de l'Etat se sont structurées en fonction des intérêts de la propriété privée.

Il faut éliminer la propriété privée pour réaliser des mesures de progrès.

LA STRUCTURATION ET LA FONCTION DE L'ETAT DANS L'ETAPE DE TRANSITION VERS LE SOCIALISME

J. POSADAS

Août 1976

Celle-ci détermine la production en fonction d'intérêts privés, et non en fonction d'une planification. Le "capitalisme d'Etat" dont parlent les communistes, n'existe pas. Lénine et Trotsky ont parlé de "capitalisme d'Etat" pour désigner le fait que l'Etat devenait patron de l'une ou l'autre propriété. Mais il n'y a pas de "capitalisme d'Etat", en tant que force capable de mener la concurrence, en tant que forme intermédiaire entre Etat ouvrier et Etat capitaliste.

S'il en était autrement, il existerait une nouvelle classe sociale dans l'histoire, un secteur qui fonctionnerait sur la base de la propriété bourgeoise. Un tel secteur empêcherait l'économie de fonctionner. Si l'Etat est maître de la propriété, au nom de quoi l'est-il? Si c'est au nom des capitalistes, il doit agir dans leur intérêt, au travers de la concurrence. Sinon, il n'agit plus dans l'intérêt direct du capitalisme.

La propriété étatisée est un facteur très important de concurrence vis-à-vis de la propriété privée; elle représente aussi un principe de planification de la production qui va à l'encontre du régime de concurrence, et donc de l'empirisme et de l'anarchie de la production capitaliste. La propriété étatisée n'est pas une forme de capitalisme. Elle pousse à prendre des mesures qui affectent les intérêts privés du système capitaliste.

Le capitalisme accepte la propriété étatisée dans des pays arriérés, quand il n'a pas lui-même les capitaux suffisants pour prendre possession de cette propriété. Alors, il veut que l'Etat la prenne en charge pour la faire fonctionner, éliminer les dettes, la rendre rentable et la faire passer ensuite dans des mains privées. Tel est l'intérêt capitaliste, aussi bien en Afrique, en Asie, en Amérique Latine que dans un pays capitaliste développé.

Cette intervention des capitalistes ne veut pas dire pour autant que la propriété étatisée doit servir à cette finalité. Au contraire, le mouvement ouvrier et les partis politiques de gauche peuvent montrer que l'Etat, ayant en mains la propriété, peut planifier la production et faire bénéficier la population de ses revenus. Mais alors, il ne s'agit pas de "capitalisme d'Etat".

Si le capitalisme d'Etat convenait au système capitaliste, celui-ci confierait à l'Etat la fonction de gérant et de directeur des intérêts privés. Le principe essentiel de la propriété privée consiste à donner au capitaliste l'option, la

capacité individuelle de faire la concurrence aux autres, de déterminer quoi produire, comment, à quel prix, comment développer l'initiative privée, comment investir les capitaux.

L'accumulation du capital sert à réinvestir et élargir la production afin d'augmenter les bénéfices, les intérêts et de reproduire le système capitaliste. Il peut se passer la même chose avec la propriété étatisée si le mouvement ouvrier n'intervient pas pour la contrôler et l'orienter. Mais on ne peut parler de la propriété étatisée comme d'une nouvelle forme de propriété qui pourrait favoriser le capitalisme.

Il faut discuter dans chaque cas d'étatisation s'il ne s'agit pas d'une mesure prise par l'Etat pour sauver la propriété privée qui s'effondre. Il arrive que l'Etat absorbe une entreprise privée pour payer ses dettes et la restitue ensuite aux patrons. Mais il peut y avoir également des situations où une direction politique prend des mesures d'étatisations pour faire progresser l'économie même sans être complètement indépendante du capitalisme.

On parle souvent de "nationalisation" comme un synonyme d'étatisation. Mais la "nationalisation" peut signifier qu'une propriété passe des mains d'un capitaliste étranger à un capitaliste national. Le terme "étatisation" est plus exact.

Le caractère de l'Etat se définit en premier lieu en fonction de sa relation avec la propriété et ensuite, en fonction de qui la dirige. Pour développer l'économie d'un pays, quel qu'il soit, il faut affecter les organes de l'Etat capitaliste. Il faut supprimer l'Etat capitaliste pour établir des mesures allant vers le socialisme. L'Etat capitaliste est l'organe de la propriété privée, il coordonne, planifie les formes de défense et de développement du système capitaliste au travers du système judiciaire, du parlement, du président, des lois, du pouvoir exécutif. Toutes les relations sociales, le fonctionnement de la vie de la société, sont planifiés en fonction de cette structure du régime capitaliste. Si on supprime le président, le législateur et les juges, en laissant telle quelle la structure du système capitaliste, on laisse alors en place les forces dont l'intérêt et la conscience sont liés solidement au système. C'est ce qui s'est produit au Chili: la structure de l'appareil capitaliste était toujours en place, le président décidait d'une chose, et l'armée, en tant que partie de la structure capitaliste, obéissait à la propriété pri-

vée.

On ne peut pas changer par la persuasion l'appareil de l'Etat. Celui-ci est formé pour accomplir la fonction de défense de la propriété privée. Ses lois, ses règlements, ses relations, sa structure, son fonctionnement, sont régis par la propriété privée. Pour changer sa fonction, il faut changer ses objectifs et sa composition. Si on change les objectifs en laissant subsister tout le reste, l'appareil de l'Etat résiste, s'oppose, sabote, déforme, fait reculer et prépare les conditions pour la contre-révolution. C'est pourquoi il faut transformer tout l'appareil de l'Etat.

L'Etat constitue un appareil dans le système capitaliste parce qu'il fonctionne selon l'intérêt de la propriété privée et non selon les besoins objectifs de développement du pays. Il obéit à la propriété privée et, essentiellement, aux capitalistes les plus forts, qui orientent son fonctionnement de façon à servir les secteurs les plus puissants de l'économie.

A l'étape de l'Etat ouvrier, il continue à y avoir un Etat. Celui-ci doit fonctionner en tenant compte des limites imposées par l'économie et organiser la distribution en fonction de critères bourgeois. Mais tout en ayant une structure d'Etat, il s'agit d'un Etat ouvrier parce que sa finalité n'est pas d'affirmer ou de reproduire le profit capitaliste, mais bien de tendre à la suppression de ces profits. L'Etat ouvrier élimine les organes et le fonctionnement de l'appareil de l'Etat et les remplace par des organes des masses où la population ainsi que les partis de gauche et les syndicats interviennent.

Il ne suffit pas d'éliminer le pouvoir des patrons, la propriété privée, il faut aussi supprimer l'appareil qui soutient ce fonctionnement. Si on ne supprime pas le régime capitaliste, comment va-t-on pousser l'appareil de l'Etat à fonctionner au profit de la propriété étatisée et de la planification de la production? On ne peut demander la permission au capitaliste avant de le chasser.

Le comportement d'une classe sociale est déterminé par ses intérêts vis-à-vis de la propriété. Pour pouvoir planifier la production, construire une économie planifiée, l'Etat doit avoir la propriété de l'économie. Quand la propriété appartient aux capitalistes, ceux-ci n'ont pas intérêt à planifier, ils produisent en fonction de la concurrence. Le capitaliste essaie de tirer le profit maximum de l'investissement minimum et il oriente les investissements de capitaux en fonction de la concurrence contre les autres capitalistes. Un tel fonctionnement ne peut se régler.

Il faut donc discuter concrètement de la nécessité d'éliminer par la force l'appareil capitaliste. Est-il possible de gagner des positions par degré jusqu'à atteindre le niveau où l'on pourrait éliminer les capitalistes des postes de commandement en leur disant de s'en aller? Il n'existe aucun exemple historique de cette possibilité.

J. POSADAS - août 1976

(Extrait d'un exposé au cours de la 7e Ecole de Cadres Mondiale de la IVe Internationale Posadiste).

La refondation du Parti Socialiste exige un changement de la morale, mais aussi de la politique et du programme *Suite de la page 2*

révolutionnaires russes avant 1917, les résistants à l'occupation nazie, l'IRA, ont volé, détourné, racketé, confisqué les biens des riches, de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie pour le redistribuer aux pauvres, pour permettre le financement de leur action contre le système en place. Cette forme de financement à toujours très vite dégénéré en banditisme ou en enrichissement personnel de cadres de ces mouvements ou en moyen de pression pour s'imposer sur d'autres tendances.

L'argent facile tend à se substituer au rôle des masses et à devenir la préoccupation majeure de ces dirigeants des travailleurs. D'autre part, les dirigeants qui acceptent l'argent de la corruption s'en servent pour se créer une clientèle, pour soumettre les autres.

Cet argent a servi essentiellement au financement électoral du PS en privilégiant certains dirigeants et obligeant d'autres à accepter passivement ou activement ce système de corruption. Pour maintenir l'appareil il a fallu stabiliser les majorités dans les sections en payant les cotisations des obligés (clientélisme). C'est tellement

voyant, cette majorité se trouve au bar pendant le déroulement de la réunion et au moment du vote elle se présente en bloc dans la salle des débats en soutenant d'une seule voix le potentat de la section.

Quelques responsables PS sont inculpés ou arrêtés par la justice. Mais la mafia qui s'est développée au sein de l'appareil subsiste et se protège. Et surtout, ceux qui restent en place à tous les postes de direction dans l'appareil de l'Etat ne pensent qu'à une chose: s'accrocher au pouvoir.

Par contre, cette crise est en train de susciter une réaction très importante dans tout le mouvement socialiste, à la base, parmi les militants et les cadres. Il faut que le mouvement socialiste se secoue, discute à fond les causes de ces corruptions, le fonctionnement du Parti, la corruption politique que signifie l'électoratisme à outrance et le pouvoir pour le pouvoir, la nécessité de participer et de verser dans le Parti toute la force des luttes de la classe ouvrière, des enseignants, des étudiants, de la population en général pour la justice et la fraternité des relations humaines, des marches blanches, des

marches de Clabecq, des grèves générales des syndicats, d'un front de la gauche, de la solidarité avec les travailleurs d'Europe et du reste du monde: voilà tout ce qui se discute maintenant dans les assemblées socialistes!

Il n'y a pas que le problème de l'argent. Le seul parti parlementaire en Belgique qui reste "propre" est celui des Ecolos. Mais être propre ne signifie pourtant pas la défense des travailleurs: l'exploitation "écologique" des travailleurs est acceptée et défendue par les Ecolos. Et la corruption peut commencer par être politique: les Ecolos, après avoir accepté de voter pour la Réforme de l'Etat en échange de leurs écotaxes, préconisent à présent une alliance avec les Libéraux pour arriver au gouvernement!

Pour le Parti Socialiste, il en va de même: un parti "propre" sans un programme réellement socialiste, élaboré et contrôlé en permanence par sa base serait rapidement corrompu à nouveau. S'il faut refuser les commissions de Dassault ou d'Agusta, il faut refuser encore plus énergique-

ment des chefs socialistes dirigeants de l'otan (Willy Claes) ou ministres de la Défense (Coeme). Si on refuse que le PS ait des comptes au Luxembourg et fraude le fisc, il faut aussi refuser sa soumission aux normes de Maestricht, sa participation au gouvernement Dehaene et au gouvernement régional. Il faut revendiquer son rôle de relais politique des luttes des travailleurs dans les entreprises et dans la rue.

L'application des statuts du PS serait déjà une réforme fondamentale. Il faut d'autre part, compter financièrement sur les militants du Parti. Demander une cotisation de 1% du salaire mensuel. Chaque mandataire du Parti, à n'importe quel niveau, doit présenter le cadastre de ses revenus et de ceux de sa famille. De même pour les asbl du Parti, pour les mandats publics. Limiter le cumul des mandats. Un cadre du Parti, un député ou ministre doivent disposer d'un salaire moyen et verser le reste au Parti. Les sections de base doivent suivre, contrôler, pouvoir démettre à tout moment, leurs représentants et leurs élus. Ce sont des règles démocratiques que devrait suivre toute organisation de travailleurs pour être en concordance avec ses idées et la morale socialiste. La refondation du Parti Socialiste, loin d'être porteuse d'angoisse, de désarroi, de division, pourrait être une formidable impulsion pour toute la gauche.

Le processus dit "de mutation" du PCF est l'expression de l'immense désorientation que connaît l'ensemble du mouvement communiste depuis la chute des Etats ouvriers (pays dits socialistes). Les causes de cette désorientation sont multiples. Tout d'abord le fait d'avoir considéré l'Union Soviétique et les pays qui ont accompli une révolution du même type, comme des pays socialistes et non comme une étape de transition vers le socialisme. Ensuite, que le stalinisme, monstre de perversion des idées et du fonctionnement soviétique - c'est à dire à travers les soviets, organes d'intervention de la population - était inhérent aux formes prises par la Révolution d'Octobre 1917.

Le recul énorme des Etats ouvriers a éliminé du même coup les valeurs sur lesquelles les partis communistes se sont développés et a provoqué en eux une profonde insécurité. Ce recul a également conduit à un changement dans les rapports de force et à un vide qu'aucune direction, communiste ou socialiste, n'a été capable de combler.

Aucune discussion de fond n'a eu lieu pour analyser les causes du stalinisme, la crise de désagrégation des Etats ouvriers, afin d'en tirer toutes les conclusions pour l'avenir du mouvement communiste. Les partis communistes préfèrent tourner carrément la page et s'évertuent à trouver de nouvelles formes de transformation de la société. Il n'existe donc plus de modèle, plus de lutte de classes. Marx et Lénine sont passés aux oubliettes de l'histoire.

Le PCF, comme beaucoup d'autres partis communistes aujourd'hui, veut conserver son identité communiste, ainsi que la faucille et le marteau, ce qui reflète la conviction et l'adhésion d'un courant très important du mouvement ouvrier dans le monde. Mais le PCF s'attaque aussi à une révision de l'histoire qu'il reconstruit maintenant à partir de références à la révolution bourgeoise de 1789, c'est-à-dire d'une concep-

tion purement française.

La vaine recherche d'une voie nationale pour transformer le régime capitaliste

Y aurait-il donc une voie spécifiquement française pour transformer la société? Cela impliquerait aussi une voie spécifiquement belge, allemande ou espagnole, chaque pays ayant ses propres caractéristiques, son propre système capitaliste? Mais le système capitaliste n'est qu'un, il agit et fonctionne sur les mêmes bases dans n'importe quel pays et développe partout les mêmes inégalités sociales.

Il y aurait aujourd'hui, pour le PCF, un réel changement d'époque: le progrès énorme des connaissances, de la technologie, de la science s'accompagne de régression de la condition humaine. En quoi cela est-il nouveau? Le système capitaliste, en tant que système, a toujours produit richesse et misère. Son unique intérêt se situe dans l'affrontement avec l'autre, dans la défense de la propriété privée, dans l'accroissement du profit, tout ceci au détriment de l'humanité.(...)

La crise actuelle du capitalisme n'est pas une crise de plus, elle n'est pas non plus transitoire. Il s'agit d'une crise finale qui vient de son origine et de sa structure et qui doit affronter une relation de forces mondiale dans laquelle existent les conditions économiques objectives et la conscience des masses pour construire le socialisme.

Le système capitaliste ne peut pas être "dépassé". On ne peut lui opposer une conception humaniste de la

société, un nouveau partage des richesses, une autre fonction de l'argent, sans s'attaquer à ses fondements, à sa structure, à son fonctionnement en tant que système.(...)

Le capitalisme est dans une crise si profonde qu'il ne peut plus concéder de moyens pour soutenir les besoins vitaux d'un secteur de la population. Mais il va devoir faire face aux mobilisations du prolétariat et des masses en Europe qui refusent cette politique.(...)

Le PCF ne peut se contenter d'être à l'écoute des masses

En France, la mobilisation des jeunes a fait reculer l'application des contrats précaires, la mobilisation des employés des services publics, de la santé, la mobilisation des sans papiers, ont mis le gouvernement Juppé au bord de la liquidation.

La mobilisation des chauffeurs routiers a permis des avancées importantes, entre autres choses la retraite à 55 ans, ce qui va signifier un point d'appui très important pour relancer la lutte sur l'abaissement de l'âge de la retraite dans d'autres secteurs, non seulement en France mais dans toute l'Europe.

Dans cette situation, le Parti Communiste ne peut rester seulement à l'écoute des mouvements sociaux sans leur donner un objectif politique. Il ne doit pas dire qu'il craint d'être traité de "récupérateur" de ces mouvements. Cette crainte n'est qu'un prétexte pour ne pas assumer le rôle de direction politique qui devrait être le sien.

A cette étape, chaque conflit se développant dans n'importe quel secteur de la société, n'a plus d'issue pure-

ment syndicale, toutes les revendications prennent un caractère profondément politique et de classe. De plus en plus, les travailleurs et les exclus du monde du travail - les sans papiers, les sans logis, les retraités, les chômeurs - doivent affronter la violence pour se faire entendre. Tous les mouvements qui se développent depuis quelques années se déroulent dans un climat d'explosion sociale.

En Belgique, où existent un appauvrissement énorme de la population, une profonde décomposition et corruption de la bourgeoisie, où celle-ci tente d'appliquer le plus à fond le programme de Maestricht, où l'on assiste au démantèlement de tout l'Etat capitaliste, toute la population s'est émue et mobilisée comme jamais auparavant, pour soutenir la lutte des familles des petites filles assassinées et dénoncer la corruption, la collusion des institutions judiciaires, policières et du pouvoir.

C'est la mobilisation sociale et l'affrontement avec le système capitaliste qui va décider du devenir de la France et de l'Europe. Toute la gauche doit s'y préparer d'un point de vue politique. L'union de toutes les forces de progrès, partis et syndicats de gauche, associations et mouvements de défense de la population, est indispensable. Mais la lutte à mener se situe sur le terrain anti-capitaliste et cette union de la gauche ne pourra avoir de réel poids politique sans un accord entre ses composantes sur un programme minimum de transformations économiques et sociales.

(extrait de "Lutte Communiste", organe de la Section Française de la IVe Internationale Posadiste - 12/ 1996).

LE 29^{ème} CONGRES ET LA "MUTATION" DU PARTI COMMUNISTE FRANCAIS

La liquidation du régime de Mobutu et l'espoir de progrès du peuple congolais

Nous saluons avec une grande joie la liquidation du régime mobutiste et l'instauration de la République Démocratique du Congo. Depuis son coup d'Etat de 1965, Mobutu et sa clique de prédateurs ont pillé et détruit les richesses du Congo, après avoir fait assassiner Lumumba et les dirigeants nationalistes progressistes. Cette liquidation porte aussi un coup aux puissances impérialistes dont Mobutu a été le serviteur pendant de longues années, de la Belgique à la France et aux Etats-Unis. Ceux-ci ont perdu leur principal allié dans la lutte contre les mouvements populaires africains.

Le nouveau pouvoir installé par l'Alliance des Forces Démocratiques de Libération de Kabila, défend quelques principes programmatiques qui sont très progressistes: l'intégrité nationale du Congo, l'utilisation sous contrôle de l'Etat, des richesses du pays pour le développement de toute la population, l'organisation des services de santé, d'enseignement et de communication pour tout le peuple, des conditions de travail convenables pour les travailleurs et les employés des services publics, une armée populaire, les libertés syndicales et politiques.

C'est important aussi que la population dans tout le pays a participé et soutenu ce mouvement armé qui l'a aidé à ne plus avoir peur des mercenaires de Mobutu et s'est soulevée dans chaque ville à l'annonce de l'arrivée de l'armée de libération.

L'effondrement du régime de Mobutu est le produit de cette lutte et de ces soulèvements populaires, ainsi que de l'alliance des différents pays progressistes africains pour en finir avec Mobutu: l'Angola, la Namibie, le Rwanda, l'Ouganda, l'Afrique du Sud, ont apporté leur soutien en armes et en militaires aux forces de Kabila.

Ce déploiement de forces internationales africaines a eu beaucoup d'importance pour dissuader les vieilles puissances coloniales belge ou française d'intervenir. Pourtant, des milliers de paras avaient été amenés à Brazzaville depuis des mois, la France avait organisé l'opération "Turquoise" et empoisonné le problème des réfugiés hutus dans l'Est zaïrois, pour justifier une éventuelle intervention militaire en défense de Mobutu. Ils n'y sont pas parvenus. Leur déconvenue est très grande, au point qu'il est très difficile en Belgique ou en France, d'avoir une information objective sur les événements du Congo, de prendre connaissance du programme et des objectifs de l'Alliance. Kabila est présenté comme le "nouveau dictateur", comme un sanguinaire persécuteur de réfugiés hutus, comme l'agent des USA chargé de faire supplanter les puissances coloniales "historiques" de cette région d'Afrique par le "nouvel" impérialisme américain.

En Afrique, comme dans le reste du monde, le mouvement nationaliste progressiste s'est retrouvé très affaibli après l'éclatement du système socialiste et a perdu un allié, un point d'appui essentiel pour affronter l'impérialisme. Il faut se rappeler les difficultés des gouvernements de l'Angola, du Mozambique, pour développer le pays au bénéfice de la population, il en a été de même pour tous les Etats révolutionnaires en Afrique, comme en Asie et en Amérique Latine. Ils ont donc composé avec les forces économiques impérialistes, tout en essayant de développer leur pays. Cela n'en a pas fait des agents de l'impérialisme américain. A leur manière, ils ont essayé de tirer profit des contradictions et de la concurrence entre les différentes puissances impérialistes mondiales. Au Congo, le mouvement nationaliste, regroupé autour de Kabila, ne fait pas autre chose. Des accords ont été signés avec des compagnies américaines et sud-africaines pour la prospection et l'exploitation des richesses du Shaba, entre autres. Mais l'Etat congolais garde le contrôle et s'engage à faire bénéficier toute la population des bénéfices distribués par cette exploitation. Cela peut créer de nouveaux moyens de corruption à moyen terme, c'est certain. Il faut espérer que le gouvernement et le mouvement de l'Alliance cherchera l'appui de la population, la fera intervenir et s'organiser sur tous les lieux de travail et dans les quartiers, les villages pour exercer en permanence un contrôle populaire sur les dirigeants. Mais on ne peut pas à l'avance faire le procès de ce nouveau gouvernement.

L'exigence de "démocratie", d'élections immédiates, d'inclusion des dirigeants de l'UDPS dans le gouvernement de Kabila, qui est en partie relayée par des secteurs de la gauche en Belgique, est vraiment insensée! Ces dirigeants UDPS ont concilié avec Mobutu jusqu'à la dernière minute. Thisekedi l'a visité sur son lit d'hôpital en France pour être inclus dans son dernier gouvernement. Ce ne sont pas des gens de confiance pour un gouvernement populaire. Par contre l'Alliance a déjà le mérite historique d'avoir chassé la dictature de Mobutu.

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire
Trotskyiste

36^{ème} ANNEE - Août 1997 - N° 406 - 20 francs

Périodique bi-mestriel Dépôt de Bruxelles X
Editeur Responsable: Pâlet Cl: 62, rue des cultivateurs
1040 Bruxelles
CCP N 000.0976234-26

Construire le front de la gauche syndicale et politique

Editorial

Après le congrès éclair du Parti Socialiste et la réélection de Philippe Busquin à sa présidence, le débat politique pour une refondation socialiste semblait s'être éteint. Ce n'est qu'une apparence; en fait, la nécessité de changements politiques et programmatiques profonds dans toute la gauche reste toujours à l'esprit des militants et des cadres du mouvement syndical ou politique de gauche. La lutte des travailleurs de Clabecq et de Renault a suscité beaucoup de remises en questions, de réflexions et d'encouragements pour une autre politique dans le mouvement syndical et politique. Les travailleurs, au travers d'une lutte syndicale et d'entreprise ont soulevé des questions qui interpellent toute la gauche en Belgique.

Ils ont d'abord montré que, dans tout le pays, une grande solidarité existe au sein du mouvement ouvrier et de la population en général qui a fait venir des milliers de manifestants à Clabecq, à Namur, à Bruxelles ensuite. Les gens ont manifesté pour Clabecq et Renault, mais aussi pour impulser des changements dans toutes les organisations, et pour refuser de toujours payer la crise capitaliste.

En même temps, de nombreuses entreprises, du nord au sud, se sont mobilisées pour obtenir des conventions collectives meilleures qu'au niveau interprofessionnel ou sectoriel et portant sur la réduction du temps de travail et la création de nouveaux emplois. Clabecq, Renault, Electrabel ou les AMP, ont montré que si les syndicats n'ont

rien obtenu au plan national face à la dureté de la FEB, c'est parce qu'ils n'ont pas mené les mobilisations nécessaires, ni voulu organiser les forces et la combativité des travailleurs de tout le pays. Entre le Congrès de la FGTB qui revendiquait les 32 heures sans pertes de salaires et avec embauche compensatoire, et ce qu'on obtient péniblement entreprise par entreprise, il y a une distance énorme. Cela provient de ce que la FGTB ne se décide pas à, défendre son propre programme, en s'appuyant sur la force des usines, des entreprises, sur la grande volonté de lutte qui existe parmi les travailleurs. Mais elle reste toujours tributaire de ce que fait ou ne fait pas la direction du Parti Socialiste. D'un côté la direction du Parti Socialiste ne puise pas sa force et son expérience dans les luttes de la classe ouvrière et, de l'autre, la direction syndicale se soumet toujours aux obligations de la participation gouvernementale, considérant la présence du PS comme l'éternel "moindre mal".

Ce n'est pas le PS au gouvernement qui a obtenu le maintien des Forges de Clabecq en activité, la rediscussion du Plan social pour Renault, le maintien des acquis de la Sécurité sociale ou des pensions du privé et du public. C'est la mobilisation opiniâtre des travailleurs qui empêche les capitalistes de faire plus de dégâts.

Mais l'action des travailleurs d'une entreprise ne peut pas à elle seule, résoudre tous les problèmes. A Clabecq, les travailleurs, les militants syndicaux ont fait une expérience très importante. Ils ont mon-

Après la victoire
de la gauche en France

voir page 4

La victoire du Parti
Travailliste en Angleterre

voir page 3

L'ETAT OUVRIER, ETAPE DE
TRANSITION VERS LE
SOCIALISME

J. Posasas
Septembre 1968
voir page 3

A propos du sommet
d'Amsterdam

voir page 2

A Propos du sommet d'Amsterdam:

POUR ETRE SOCIALE, L'EUROPE DOIT DEVENIR SOCIALISTE

La rencontre au sommet des chefs de gouvernements européens le 17 juin à Amsterdam, est à l'image de ce que le régime capitaliste est capable de répondre face à sa propre crise: le vide complet en ce qui concerne l'Europe sociale et la pleine rigueur pour atteindre les buts du grand capital européen: la monnaie unique en 1999, l'accomplissement des mesures d'économie budgétaire par les gouvernements des pays qui vont participer à l'instauration de l'euro.

Dans l'Europe des Quinze, 13 gouvernements sont à présent socialistes ou avec une participation socialiste prépondérante. La victoire des Travailleurs en Angleterre et de la gauche en France, est venue encore renforcer ce poids de la social-démocratie. Malgré cette force qui représente l'appui social de dizaines de millions de travailleurs, chaque parti socialiste a des positions différentes, selon les divergences d'intérêts des bourgeoisies locales. Et tous ont en commun de ne rien pouvoir proposer pour affronter la toute-puissance des multinationales, du grand capital financier qui décide de ce que doit être l'Europe en fonction des intérêts capitalistes.

Le Sommet d'Amsterdam a donc confirmé les orientations du Traité de Maastricht: réduction des déficits publics des différents pays (par la réduction des services à la population, de la sécurité sociale, de l'enseignement), privatisations accélérées des entreprises publiques, liberté de circulation des capitaux et liberté aux lois du marché.

La seule "réforme" adoptée concerne le passage de l'unanimité au vote majoritaire pour des problèmes de politique internationale (ce qui ne fait que donner plus de poids politiques aux pays déjà les plus importants économiquement comme l'Allemagne). Mais l'Europe sociale est restée dans les tiroirs.

Cette Europe sociale ne pourra se construire que par la lutte et la force de la classe ouvrière, de l'ensemble des travailleurs européens. Elle n'existe que dans cette volonté de la classe ouvrière de s'unifier et de porter en avant les intérêts des populations, les besoins de la grande majorité de la société. A Amsterdam, les 40.000 marcheurs qui sont venus encercler la réunion au sommet des ministres, ont exprimé une petite partie de cette autre Europe. Mais ils n'ont reçu qu'un faible appui des organisations syndicales des différents pays.

Le problème du chômage ne peut être laissé à charge des chômeurs, des travailleurs exclus ou marginalisés comme ceux qui manifestaient à Amsterdam. C'est une

question fondamentale pour toute la population d'Europe. L'économie doit être organisée pour servir les besoins des masses et de façon à donner du travail à tous. Les moyens techniques qui existent aujourd'hui permettent de créer plus de richesses en moins de temps, il faut donc une redistribution du temps de travail en fonction de ces conditions. Toute la population en Europe pourrait travailler 35 ou moins d'heures par semaine et produire tous les biens nécessaires pour vivre convenablement, se loger, s'instruire, se soigner, communiquer. Une planification de l'économie est nécessaire au niveau de toute l'Europe et, pour cela, il faut la retirer des mains privées, elle doit devenir la propriété collective des travailleurs d'Europe. La monnaie unique européenne peut devenir une utilité publique sur la base de la propriété collective européenne des principaux moyens de production.

Pour les travailleurs, être pour ou contre la monnaie unique n'est pas un objectif de combat, de même qu'on ne devrait pas discuter "pour ou contre" le Traité de Maastricht

ou le Traité d'Amsterdam. Il faut rechercher des positions communes des organisations syndicales et politiques de gauche, qui fassent avancer un double pouvoir à échelle européenne. Comme par exemple: la réduction du temps de travail à échelle européenne, le droit des travailleurs d'interdire toute fermeture ou restructuration d'entreprise et licenciements et la prise en charge par les conseils d'entreprises locaux et européens de ce contre-pouvoir, la reconquête et le développement des services publics et des entreprises publiques à échelle européenne.

L'expérience des travailleurs de Renault est très importante. Jospin a promis aux travailleurs de Vilvorde que la gauche, une fois au gouvernement, prendrait des mesures contre la fermeture de l'usine! Il était peut-être de bonne foi, mais il ne pensait certainement pas que la gauche allait gagner ces élections en France. Une fois au gouvernement, le Parti Socialiste est incapable d'appliquer une mesure de ce genre! Il faut mettre ce problème en discussion dans les partis socialis-

tes, en France, en Belgique, dans toute l'Europe, pour imposer une quelconque mesure au grand patronat, comme celui qui est majoritaire chez Renault, il doit aussi proposer de mettre un terme aux privatisations, de renationaliser Renault et étatiser les autres entreprises automobiles, et ce au niveau de toute l'Europe.

Les travailleurs de Renault ont mis à l'ordre du jour une question fondamentale pour toute la gauche européenne: qui doit diriger l'économie pour qu'elle serve au bien de la population? Le capitalisme va forcément décider des restructurations, des orientations pour Renault ou toute autre industrie en fonction de ses profits, les travailleurs de Renault le feront en fonction des intérêts des ouvriers de l'entreprise et de la population en général.

L'Europe s'est par contre exprimée, loin de ce sommet d'Amsterdam, quand 80.000 travailleurs ont manifesté dans les rues de Bruxelles derrière et avec les travailleurs de Renault. "Tous ensemble", des travailleurs de différents secteurs et divers pays se sont retrouvés dans cette formidable mobilisation, poussant les organisations syndicales et politiques à prendre des positions plus radicales et unifiées. Mais les manifestants disaient aussi: ce n'est qu'un début, le combat continue et ce sont les travailleurs qui ont la force, la capacité et le besoin vital de construire cette Europe sociale!

Construire le front de la gauche syndicale et politique

Editorial

suite de la page 1

tré l'exemple de la démocratie syndicale, de la force des travailleurs fonctionnant en assemblées générales; ils ont montré aussi que la classe ouvrière a le droit de décider dans l'entreprise, que le droit de la propriété privée capitaliste n'est pas un droit divin. Pendant tout le temps de ce combat, la volonté et le jugement des travailleurs s'est exprimé avec force. Le référendum n'est pas, en soi, un instrument de vie démocratique.

Tout dépend de la question à laquelle on doit répondre! Pourquoi le gouvernement wallon et les dirigeants du PS n'ont-ils pas proposé un référendum pour voter, par exemple, la mise sous contrôle des syndicats et de l'Etat des Forges de Clabecq? Le référendum sur le volet social des conditions de reprise de Clabecq a simplement marqué un rapport de forces. Et les travailleurs ont exprimé par leur vote qu'ils ne voyaient pas de possibilité d'aller plus loin pour le moment, de continuer seuls ce combat. C'est peut-être cela que les camarades de la délégation syndicale n'ont pas compris en appelant au boycott, mais ce n'est en rien un désaveu comme le présentent cyniquement les médias.

C'est important de discuter cette expérience dans tout le mouvement syndical, dans toute la gauche. Les travailleurs de Clabecq, comme ceux de Renault, ont montré que c'est nécessaire et possible de faire intervenir les travailleurs, de développer une réelle démocratie, et de peser sur le sort des entreprises. Ils ont mis en question le droit absolu de la propriété privée. C'est bien ce qui a provoqué une telle haine de la part des patrons, des technocrates du gouvernement, de la curatelle. Il en a été de même quand les travailleurs de Renault ont décidé de garder le parc des Mégane comme trésor de guerre.

A partir de ces combats sur le terrain syndical, d'importants problèmes politiques et de programme ont surgi. Le fonctionnement démocratique du syndicat, tel que le propose le mouvement pour le Renouveau syndical de D'Orazio est un aspect nécessaire. Cependant, avec la démocratie syndicale, il faut construire l'unification des travailleurs, un front commun syndical à partir de la base mais aussi un front politique et syndical de toutes les forces de gauche qui ont soutenu ces combats pour se donner un programme commun contre le capitalisme.



L'ETAT OUVRIER, ETAPE DE TRANSITION VERS LE SOCIALISME

J. Posadas

Septembre 1968

Le premier devoir des révolutionnaires en prenant le pouvoir est de se comprendre eux-mêmes, de dominer les conditions, les causes, les principes du pouvoir pour les généraliser et les affirmer. Sinon, on en arrive au conservatisme, à la passivité, à la mort. Avant et après avoir triomphé, la révolution a besoin de la méthode qui lui permet de comprendre et d'appliquer les expériences, d'avoir une base scientifique d'organisation. C'est alors que la classe ouvrière, si faible soit-elle numériquement, peut peser de tout son poids. Même si elle est petite, sa concentration lui permet d'avoir l'autorité, la capacité, l'objectivité de voir ce qui est le meilleur.

Les autres secteurs de la population ne peuvent avoir cette objectivité, ils sont limités par des intérêts de groupes, de secteurs, de camarillas. Par contre, la classe ouvrière, et le parti révolutionnaire qui est son prolongement conscient, expriment les intérêts collectifs. Ils voient objectivement les besoins du pays et de l'histoire. Mais, pour remplir cette fonction, l'étude des textes du marxisme et des expériences de l'histoire, est nécessaire. Il faut étudier comment construire, comment organiser, quels sont les organismes nécessaires, quel est le programme, et quelles expériences surgissent des programmes. A l'époque de Lénine et Trotsky, on discutait toutes les expériences et tous les problèmes politiques. On discutait dans les cellules du parti, dans l'armée, dans les campagnes, dans les usines. On discutait au travers des soviets. Le parti discutait en tant que parti.

La conclusion fut l'élévation de l'intervention de toutes les masses, qui contrôlaient, imposaient, contenaient, réfutaient ou impulsaient tout ce qui leur convenait le mieux. La classe ouvrière a démontré qu'elle était aussi capable que les "maîtres en économie" ou les savants des universités. Il ne s'agissait plus d'appliquer les enseignements des universités bourgeoises, mais la conception économique, sociale, politique, d'un nouveau régime: le régime de la propriété étatisée. Ce n'était pas le socialisme mais un nouveau régime de propriété. Ce n'est que par impudence que les bureaucrates, sans exception, ont nommé socialisme ce qui n'était qu'un Etat ouvrier. Le socialisme n'est pas un régime, c'est la relation de toute une société. Le socialisme n'est pas un état économique, mais social.

Quand on parle de régime cela implique de toutes manières des rapports de propriété et une répartition des biens sur cette base. L'Etat ouvrier est un régime de propriété étatisée, le socialisme n'en est pas un. Dans les relations socialistes, c'est la conscience qui détermine comment il faut organiser la distribution des biens. Le socialisme part d'un niveau élevé de la production, mais une fois que la conscience de ses possibilités est acquise, une fois établies les relations fraternelles auxquelles aspire l'humanité, l'économie ne joue plus le rôle essentiel. Une fois acquise la conscience socialiste, il peut arriver mille cataclysmes qui peuvent tout

détruire, l'humanité continuera à s'orienter selon sa conscience communiste, elle reconstruira les relations sociales sur la base de ce qu'elle a déjà acquis de plus élevé.

Il est nécessaire de continuer la tradition marxiste. C'est une véritable crime historique que Marx, Engels, Lénine et Trotsky soient à peine lus en Union Soviétique. Les oeuvres de Lénine doivent servir de textes scolaires, elles sont plus importantes que les livres de physique et de chimie. Il faut lire Lénine pour comprendre la physique et la chimie. Lénine n'est pas un maître en sciences, mais il est un maître pour comprendre les forces sociales qui déterminent l'élaboration des sciences. La bureaucratie soviétique a exclu l'étude de Lénine parce que cela lui portait préjudice.

A l'époque de Lénine, les enfants apprenaient d'emblée à dominer le marxisme qui est l'instrument scien-

tifique le plus complet pour comprendre le monde. Le marxisme est une méthode d'interprétation de l'histoire qui peut s'appliquer à l'étude de la nature et des relations humaines. Mais c'est dans la société que le marxisme se démontre le plus efficace. Marx se proposait d'expliquer ce qui, à son époque, était le moteur fondamental du monde: le système capitaliste. Mais l'instrument qu'il a construit pour cette fonction est un instrument complet et il a pu servir aussi pour expliquer les relations humaines et celles de la nature. La méthode d'analyse basée sur le matérialisme dialectique permettait d'analyser selon le même principe, l'histoire de la nature et celle de l'humanité. Cet instrument est irremplaçable.

Le Parti Bolchévique a été un instrument de pensée et d'action qui a étendu la capacité de compréhension, de résistance et de dépassement. Il a

formé des gens pour qui la pratique scientifique, la conscience communiste constituaient l'essentiel de la vie. Cela leur permettait d'affronter les inconvénients, de supporter les coups de l'histoire, de surmonter les difficultés. Les Etats ouvriers pourraient déjà généraliser cette relation à toute la société. La base économique déjà construite est suffisante. Il ne s'agit pas d'un problème économique, mais d'une question de compréhension sociale historique. Si cette conscience n'existe pas, ce n'est pas à cause des difficultés économiques ou parce que les gens seraient toujours guidés par un sentiment égoïste, mais cela est dû au fait que la direction des Etats ouvriers empêche la manifestation de ce sentiment socialiste qui organise l'action, le fonctionnement et la structuration des relations sociales.

L'élévation du sentiment communiste provient d'une combinaison entre l'organisation du processus de l'économie et la distribution des biens produits. L'humanité doit encore se guider selon deux conclusions fondamentales: elle doit se nourrir pour subsister et produire pour se nourrir. Elle doit acquérir les connaissances de la vie, de la nature pour comprendre l'économie et ne plus dépendre de celle-ci. C'est là qu'elle acquiert la conscience socialiste.

(extrait du texte de J. Posadas "la construction de l'Etat ouvrier et de l'Etat ouvrier au socialisme").

Angleterre

LA VICTOIRE DU PARTI TRAVAILLISTE AUX ELECTIONS LEGISLATIVES

La victoire du Parti Travailliste aux récentes élections en Angleterre signifie un profond coup social contre le capitalisme. Les Conservateurs ont subi une défaite catastrophique. Au Pays de Galles et en Ecosse, ils ont été littéralement liquidés sur le plan électoral. Il est évident qu'une partie de leur base électorale a voté pour les Travaillistes.

Les Libéraux ont également doublé le nombre de leurs députés au parlement. Les masses travaillistes espéraient bien évidemment des changements, en ce qui concerne en particulier la défense des droits syndicaux, de l'Etat social et l'amélioration des conditions de vie, de l'enseignement, des transports, des logements.

La campagne électorale de Tony Blair s'est basée sur la tentative de se substituer au Parti Conservateur, de lui voler ses pantalons. C'est pourquoi Blair parle de "la nation", de la nécessité d'abandonner les vieilles idées de lutte de classes et il déclare aux syndicats qu'ils ne doivent pas s'attendre à des concessions d'un gouvernement travailliste, il affirme qu'une collaboration entre capital privé et capital public est la voie pour développer l'économie.

La direction travailliste a été obligée de concéder un salaire minimum garanti et des modifications aux lois anti-syndicales. Mais elle n'apporte aucune réponse au problème crucial du chômage, mis à part quelques mots sur un enseignement permet-

tant d'accéder plus facilement au monde du travail. L'appareil travailliste a promis de maintenir les services de santé et d'améliorer l'enseignement, mais sans augmenter le budget pour ces services. Tout ceci est une escroquerie.

En même temps, ils disent, tout comme les Conservateurs, qu'il est nécessaire de maintenir la lutte contre l'inflation, ce qui justifie en fait la réduction des services sociaux.

En constituant son gouvernement, Tony Blair adopte un style "présidentiel", il s'entoure d'une camarilla avec laquelle il va contrôler les autres. En réalité, ce gouvernement n'a aucun programme adéquat pour affronter les problèmes du système capitaliste. Blair est un charlatan qui espère survivre grâce à la majorité parlementaire et de nombreuses manoeuvres.

Mais ce sont les luttes anti-capitalistes qui permettent de décider aujourd'hui, et non les manoeuvres parlementaires. Tony Blair ne peut pas contenir la décomposition capitaliste et pour résoudre la profonde crise qui existe, il faut une nouvelle direction de classe en Angleterre, basée sur la perspective d'un Etat ouvrier, qui ne peut se construire que dans la fusion avec les luttes de toute l'Europe.

L'avant-garde travailliste a récemment démontré sa volonté de lutte lors d'une manifestation contre le gouvernement de Major menée par

les dockers de Liverpool, victimes de fermetures d'entreprises. Ils ont manifesté à Londres, avec l'appui de milliers de personnes pour exiger la reprise de leur travail, l'abrogation des lois anti-syndicales, la renationalisation des industries privatisées, l'enseignement et la santé gratuits pour tous.

Cette mobilisation fut très combative et a eu pour résultat une réunion du syndicat des métallurgistes (AE-EU) annonçant une coopération à échelle européenne, avec l'IG Metal d'Allemagne entre autres, et de suivre l'exemple de Renault.

La situation en Angleterre est très riche, mais le problème de la direction est très aigu. Il est nécessaire de développer une activité indépendante de la classe ouvrière, non soumise aux directions syndicales. Celles-ci critiquent la politique capitaliste mais n'organisent pas le front unique anti-capitaliste pour imposer la décision des masses.

Il est nécessaire d'organiser des comités dans les usines afin de permettre une libre discussion et un contrôle syndical. Le processus va exiger de plus en plus un retour au Programme de Transition de Trotsky et impulser la gauche travailliste.

D'autre part, le fait que le Sinn Féin ait gagné deux députés dans le nord de l'Irlande accentue encore la crise du capitalisme et pose la nécessité d'un front anti-capitaliste en Irlande, en Angleterre, aux Pays de Galles et en Ecosse, pour mettre fin à la monarchie et créer une fédération socialiste.

(extrait d'une lettre de la Section Anglaise de la IV^e Internationale Posadiste).

Après la victoire de la gauche aux élections en France

LA GAUCHE MAJORITAIRE POUR UN CHANGEMENT POLITIQUE ET SOCIAL

La victoire de la gauche au deuxième tour le 1^{er} juin, avec un taux d'abstentions qui n'a jamais été aussi bas depuis de nombreuses années - en dessous de 29% - a confirmé la profonde volonté de changement de l'ensemble du pays. Avec 319 sièges, dont 37 au Parti Communiste et, pour la première fois, 8 aux Verts, la gauche obtient la majorité à l'Assemblée.

L'échec de la droite remet en première ligne les dissensions entre les différents courants RPR, PR ou UDF. Chaque leader politique veut dès maintenant reconstruire, refonder ou renouveler une force d'opposition. La présidence du RPR, détenue par Juppé, est remise en question, tout comme le maintien de Chirac à la tête de la République. Dans chaque formation, les députés battus sont sur la sellette et la relève est déjà prête.

D'autre part, le progrès du Front National pose une nouvelle donne à l'ensemble du pays. Pour la première fois, dans de nombreuses villes détenues par les socialistes ou les communistes, le FN s'est retrouvé seul au 2^e tour face à la gauche. Il était présent dans 133 circonscriptions, maintenant ses candidats partout où il le pouvait. Même s'il n'a obtenu au second tour qu'une seule victoire, celle du maire de Toulon, le FN se présente aujourd'hui comme une force avec laquelle elle doit compter si elle veut reprendre le terrain perdu.

Le FN a pesé de tout son poids dans la crise de la droite afin de lui imposer un virage plus réactionnaire et a joué dans ces élections plus qu'un simple rôle d'arbitre entre la gauche et la droite comme le répétaient les médias. Il a pris sa revanche sur les partis de droite qui refusaient toute idée d'union, en appelant à tout faire pour les liquider, et il y a réussi. Dans les 74 circonscriptions où il a maintenu ses candidats, 39 députés de droite sortants ont effectivement été battus.

La stratégie de Le Pen est claire: il mise sur la défaite de la gauche et la politique de cohabitation pour se retrouver en position de force aux prochaines élections présidentielles qui devraient, sans aucun doute pour lui, intervenir avant la fin du mandat de Chirac.

Il est clair également dans cette situation que la crise de la

bourgeoisie est très profonde. Elle se retrouve incapable aujourd'hui de gouverner en utilisant les moyens classiques. Le Pen n'aurait jamais pu avoir une telle marge de manoeuvre si la bourgeoisie avait conservé la force qu'elle avait auparavant. Il a misé sur le chaos existant pour l'enfoncer davantage et pouvoir reconstruire un nouveau mouvement politique dont il serait partie prenante.

Cette idée est déjà dans la tête de certains secteurs de la droite qui posent la nécessité de repenser la stratégie politique à l'égard du Front National qui ne serait plus maintenant l'ennemi numéro un. La concrétisation d'une telle alliance droite + extrême-droite, intervenant dans l'objectif de prochaines élections, serait une véritable danger pour la gauche et toutes les forces de progrès.

La situation créée par le résultat de ces élections en fait pour la gauche une victoire mesurée. A la différence de 1981, cette victoire a été célébrée de façon lucide, par la réaffirmation des priorités auxquelles ce nouveau gouvernement doit répondre. L'électorat de gauche ne veut pas être une nouvelle fois déçu. Il attend de Lionel Jospin et de l'équipe qu'il constituera le respect de ses engagements et de son programme: la création d'emplois pour les jeunes, l'augmentation des bas salaires, les 35 heures/semaine, le contrôle des licenciements, le non cumul des mandats, l'abrogation des lois Pasqua-Debré, l'arrêt des privatisations, une nouvelle union euro-

péenne.

Le mouvement social, qui n'a pas cessé de manifester depuis novembre 95, reste très présent dans le résultat de ces élections. Les grandes mobilisations de la fonction publique, des routiers, de Thomson, du Crédit Foncier, des banques, des médecins et internes des hôpitaux, des enseignants, des parents d'élèves, des ouvriers de Renault, des chômeurs, des immigrés, ont pesé de tout leur poids et influencé l'issue du scrutin.

Les mobilisations se sont poursuivies durant toute la campagne électorale pour clarifier les propositions des partis de gauche, surtout à travers les luttes des sans papiers, des sans logis, des sans travail, des associations, des intellectuels et des syndicats qui ont montré leur profonde détermination en continuant la pression pour que les promesses soient tenues. Les ouvriers de Renault frappent déjà à la porte de Jospin, et ceux de Peugeot qui viennent de prendre connaissance du plan prévoyant près de 2000 licenciements s'apprêtent à faire de même.

Le problème fondamental qui se pose aujourd'hui, dans un système de cohabitation, n'est pas tant de savoir s'il y aura ou non des ministres communistes au gouvernement, ce qui serait logique en fonction de la composition de l'Assemblée et ce que le PCF propose après consultation du Parti, mais si l'ensemble de la gauche aura les moyens de mener de l'avant le pro-

gramme pour lequel elle a été élue. Il existe une différence importante entre gouvernement et pouvoir. Apporter de nouvelles solutions aux problèmes économiques et sociaux, imposer une politique réellement différente, dans le cadre d'une société capitaliste où la loi du marché, du profit, des patrons, des multinationales et de la Banque mondiale est le moteur principal, va exiger une inévitable politique d'affrontement.

Une des conséquences importantes découlant de la constitution de la nouvelle Assemblée, c'est que le Parti Socialiste n'est pas maître du jeu. Il a besoin des autres tendances de gauche, du Parti Communiste, des Verts, des Radicaux Socialistes et du Mouvement des Citoyens pour gouverner. Ceci n'est bien évidemment pas une complète garantie par rapport au respect des engagements pris dans ces élections. Le facteur social reste donc l'élément déterminant pour imposer ces changements et faire en sorte qu'ils durent et se développent, non seulement en France mais dans toute l'Europe.

La discussion sur le problème de l'Europe va être très compliquée en fonction des différentes positions au sein de la gauche. Il ne s'agit pas d'être pour ou contre Maastricht mais de porter la discussion à un autre niveau: quel contenu doit-on donner à cette Europe sociale que l'on veut construire.

Les dernières élections en Italie et en Angleterre ont exprimé par la victoire de la gauche ou du centre-gauche, la volonté d'une autre politique, d'une autre Europe plus sociale. Les mobilisations de la Confédération Européenne des Syndicats qui viennent d'avoir lieu, entraînant des milliers de personnes, et celles qui sont programmées pour les jours à venir, montrent que de nouvelles conditions existent pour réaliser des changements importants.

C'est sur les expériences de chaque pays et les volontés d'unification des luttes qui s'expriment partout en Europe qu'il faut s'appuyer pour élargir cette discussion et impulser des mesures de progrès social dans l'ensemble de la Communauté Européenne. C'est ensemble, partis de gauche et syndicats, mouvements associatifs et citoyens, qu'il sera possible de transformer la société et d'imposer un contrôle permanent sur ces transformations.

le 3 juin 1997

(extrait de Lutte Communiste, organe du PCR(T) section française de la IV^e Internationale Posadiste).



Manifestation européenne à Bruxelles

En ce 80^{ème} anniversaire de la Révolution Russe

L'EXPERIENCE HISTORIQUE DES ETATS OUVRIERS ET LA VIGUEUR ACTUELLE DE LEUR PROGRAMME POUR LA CONSTRUCTION MONDIALE DU COMMUNISME

La Révolution Russe est la première, dans l'histoire de l'humanité, à se donner comme objectif la suppression de toutes les classes sociales et de toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme. J. Posadas disait, lors de la commémoration du 63^{ème} anniversaire de la Révolution Russe (7 Novembre 1980): " Le fait le plus important du 63ème anniversaire de la Révolution Russe est de comprendre la nécessité d'un Parti qui défende, en toutes circonstances, le programme de la Révolution. La Révolution Russe a tracé le chemin qu'il faut prendre pour le progrès social: sans transformations socialistes, il n'y a pas de progrès social important et durable. Ces transformations sociales doivent se faire contre la volonté de la classe dirigeante. Depuis la Révolution Russe certains aspects de la tactique, du programme concret ont changé, mais la méthode et les objectifs restent exactement les mêmes. La caste dirigeante n'abandonne pas le pouvoir sans en être chassée. La caste dirigeante n'abandonne pas la direction de la société en se disant qu'elle est dépassée par l'économie et l'histoire, elle cherche à se maintenir à tout prix: la course aux armements et la guerre n'ont pas d'autre objectif".

Ces phrases acquièrent une signification fondamentale à notre époque dans laquelle les objectifs de la Révolution Russe apparaissent plus lointains à cause de la crise et du démantèlement de l'URSS: mais ce n'est qu'une apparence. La Révolution Russe a été seulement une première phase d'un processus mondial de révolutions pour la transformation socialiste de tout le globe terrestre, sans laquelle l'idée de socialisme n'aurait eu et n'a aucun sens. Le "maillon le plus faible" de la chaîne capitaliste s'est cassé: la Russie arriérée de l'époque. Ce ne fut pas une rupture spontanée, mais l'intervention de l'intelligence humaine, de la science marxiste, matérialisée et appliquée par les révolutionnaires russes, par Lénine, Trotsky et toute l'équipe bolchévique, qui a profité avec audace et détermination des conditions historiques très particulières de l'époque, de guerre inter-impérialiste, de rébellion paysanne et de lutte du prolétariat urbain contre l'oppression, contre les restes de la féodalité, et qui a favorisé les transformations démocratiques bourgeoises vers une perspective de transformations socialistes.

La Révolution Russe a inauguré une nouvelle époque de l'histoire: Le pouvoir a été pris dans une partie du monde, et ce pouvoir a signifié une déclaration de guerre universelle au système capitaliste. Dès le début il a fallu affronter les armées capitalistes de plus de 20 pays, ainsi que la réaction intérieure, l'arriération héritée du tsarisme et la destruction provoquée par la guerre impérialiste. Malgré tout, les bolchéviques ont triomphé, ils ont construit un état ouvrier, ils ont jeté les bases d'une nouvelle société radicalement différente de toutes les sociétés antérieures, et se sont donné comme objectif la construction du socialisme. Pour la première fois dans l'histoire il ne s'agissait pas de substituer une classe exploiteuse à une autre, mais de supprimer toutes les classes sociales. Le prolétariat, sans l'expérience du pouvoir et de la gestion de l'état et de l'économie, a dû maîtriser l'appareil d'état capitaliste, a dû le transformer et a même dû commencer son démantèlement dans la perspective d'une société sans classe. L'exercice de la "dictature du prolétariat" aurait dû être une phase transitoire, pour établir les bases du nouveau pouvoir et consolider les relations collectives de la société, gagnant du temps pour développer l'économie, la technique, la science, l'organisation du travail non pas sur la base de l'intérêt individuel et de l'accumulation capitaliste mais pour incorporer les paysans, la petite bourgeoisie à la perspective d'une société sans classes. Il ne s'agissait pas de faire un saut dans le vide, mais un saut dialectique, et les dirigeants bolchéviques de l'époque étaient pleinement conscients que la révolution dans les pays avancés était un élément essentiel de cette perspective.

Le monde n'a pas pu aider immédiatement ce "détachement avancé" à mener son oeuvre de l'avant. Le prolétariat mondial pendant les années 20 et 30 a fait des tentatives révolutionnaires en appui à la Révolution Russe, mais celles-ci n'ont pas pu triompher. La solidarité mondiale a sauvé la nouvelle Russie, mais cela n'a pas été suffisant pour permettre la construction socialiste. Les difficultés de la guerre civile, l'isolement, le fait que d'autres révolutions socialistes n'ont pas triomphé ont conduit à la dégénérescence bureaucratique de l'expérience révolutionnaire initiale, qui s'exprimait de la façon la plus élevée pendant les

suite page 2

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

35^{ème} ANNEE - Décembre 1997 - N° 407 - 20 francs

Périodique bi-mestriel Dépôt de Bruxelles X
Editeur Responsable: Pôlet Cl: 62, rue des cultivateurs
1040 Bruxelles
CCP N 000.0976234-26

La lutte pour les 32heures/semaine et pour une Europe Socialiste

Editorial

Le Sommet de Luxembourg, qui a suivi celui d'Amsterdam, a mis en évidence, une fois de plus, que le capitalisme n'a aucun intérêt ni aucune intention de résoudre le problème de l'emploi en Europe ni dans le reste du monde.

La crise du système capitaliste à échelle mondiale provoque maintenant l'effondrement de pays entiers dans le Sud-Est asiatique. En Corée du Sud, au Japon, en Indonésie, des millions de travailleurs vont être jetés sur le pavé, après les krash boursiers. La croissance économique qu'on présentait comme un miracle dans ces pays, a été de courte durée et a conduit très vite à une surchauffe de l'économie, les énormes quantités de capitaux qui y ont été investis, ont fait des profits pendant quelques années sur la base d'une exploitation à outrance de la classe ouvrière ce qui a donné une capacité concurrentielle pendant quelque temps à ces pays par rapport à l'Europe ou aux Etats-Unis. Mais le retour de manivelle est terrible, et la recherche de nouveaux marchés, de nouvelles possibilités de profits plus élevés est plus effrénée que jamais. Le capitalisme, la finance mondiale essaie maintenant de tirer profit de l'effondrement ou des réformes libérales des pays dits socialistes, pour se donner du souffle. En Asie, les offres d'investissements et de main d'oeuvre bon marché de la part de la Chine, augmentent la pression sur le Japon, la Corée du Sud. Les offres d'aide du FMI à la Corée sont accompagnées de conditions draconiennes pour la population, il y aura un chômage massif, aucune sécurité sociale, des conditions de travail misérables. C'est une guerre que se font les différentes puissances capitalistes, déplaçant les capitaux, les industries, des secteurs entiers de l'économie, délogeant massivement des populations.

Dans ce contexte, il était certain que le Sommet de Luxembourg

ne pouvait accoucher que d'une souris. Même si, sur l'insistance du gouvernement de gauche français, les autres gouvernements européens ont dû mettre l'emploi à l'ordre du jour, ils n'ont pu adopter que quelques mesures ridicules. En effet, les propositions de formation obligatoire des chômeurs ne pourront en aucun cas, créer des postes de travail pour réduire ou éliminer le chômage des 20 millions d'Européens. Les obligations de formations vont servir avant tout à améliorer pour les entreprises capitalistes, la qualité de la masse de réservistes dans laquelle ils puisent pour leurs besoins. Voilà une limite très claire de ce qu'on appelle la démocratie: il faut donner une égalité des chances aux jeunes, aux sans emploi pour s'offrir aux patrons sous un meilleur jour. Malgré la pression des milliers de militants syndicaux de toute l'Europe à Luxembourg, ce sommet n'a débouché sur rien.

Ceci montre toute la signification d'une lutte pour un réel contre-pouvoir syndical au niveau de toute l'Europe: il faut bien se convaincre que les grandes puissances financières et économiques européennes ne vont céder à aucun raisonnement, à aucun argument, que leurs intérêts sont antagoniques à ceux de la grande majorité des populations. Au-delà des intérêts particuliers des entreprises, des différents secteurs industriels ou autres, des différentes régions ou pays, les travailleurs, tous ceux qui ne vivent que de leur force de travail, le prolétariat, au sens le plus large du mot, a un besoin vital de faire un front unique contre le capitalisme, un front capable de proposer des mesures qui répondent aux intérêts de la grande majorité, qui se préoccupent du bien commun de la population d'Europe et du monde entier.

A Luxembourg, les manifestants présents représentaient beaucoup plus qu'eux-mêmes, mais on pouvait voir aussi les inégalités importantes d'un pays à l'autre dans les appa-

suite page 2

En ce 80^{ème} anniversaire de la Révolution Russe

L'EXPERIENCE HISTORIQUE DES ETATS OUVRIERS ET LA VIGUEUR ACTUELLE DE LEUR PROGRAMME POUR LA CONSTRUCTION MONDIALE DU COMMUNISME

suite de la page 1

7 premières années de l'existence de l'URSS.

Staline et le pouvoir bureaucratique furent la conséquence de ces difficultés historiques et non les conséquences d'un échec du programme de l'état ouvrier. Staline agissait contre le programme de l'état ouvrier, en frappant ses bases fondamentales: il a fait assassiner tous les dirigeants de la vieille garde bolchévique qui avaient pris le pouvoir, il a paralysé le fonctionnement des soviets qui était la clé de voûte de la mobilisation ouvrière et paysanne en 1905, en 1917 et pendant les 7 premières années de la jeune révolution, il a saboté la révolution en Chine en 1927, en Espagne en 1936, préférant l'alliance avec le capitalisme mondial et il a fait le pacte avec Hitler en 1939, il a transformé le Parti en nid de carriéristes et d'incapables. La combinaison de tous ces facteurs a mené au repli de la révolution sur elle-même et à l'invention du "socialisme dans un seul pays".

Malgré tout cela, l'Union Soviétique a rempli une fonction historique, elle a connu un développement économique, social, scientifique, militaire énorme, sur la base de l'étatisation et la planification de l'économie et du monopole du commerce extérieur.

De la régénérescence partielle au démantèlement partiel et transitoire de l'état ouvrier

IL est nécessaire de faire un bilan de la situation actuelle des Etats ouvriers. Il faut analyser le cours du processus depuis la chute du mur de Berlin et, en particulier, depuis le démantèlement de l'URSS et la formation de la soi-disant C.E.I. Il faut analyser aussi les expériences du mouvement ouvrier, révolutionnaire, communiste et socialiste pendant toute cette période pour évaluer la perspective historique du communisme.

La définition d' "Etat ouvrier", donnée par Trotsky et Lénine reste toujours d'application, même si du point de vue du communisme, la structure actuelle de beaucoup d'entre eux présente des aspects de dégénérescence et de désintégration très accentués. Notre analyse ne se limite pas aux indicateurs économiques (pourcentage d'entreprises d'état, leur production, leur part dans le PIB, subsistance ou non du monopole du commerce extérieur, d'éléments de planification, structure bancaire etc.) mais considère surtout le point de vue politique et social. Il

est certain qu'il faut partir des bases économiques pour comprendre ensuite les superstructures, mais comme il s'agit d'un processus de transition, beaucoup de ces conditions ne sont affirmées ni dans le sens d'une restauration capitaliste ni dans le sens d'un retour au système antérieur. C'est un processus de luttes et de conflits non encore achevés. La bourgeoisie dit que ces pays sont en transition vers le capitalisme et cela, de façon irréversible.

En réalité, cette phase transitoire

est loin de signifier une consolidation du capitalisme, tout en ayant produit une régression du point de vue du communisme. C'est une défaite, mais elle est transitoire. Nous ne sommes pas en mesure d'établir quels seront les rythmes et les délais. Il n'existe pas de direction mondiale des masses et de nombreux facteurs interviennent. Mais nous croyons important d'analyser les facteurs internes de cette transition pour démontrer que tous les éléments existent - à échelle locale

La lutte pour les 32 heures/semaine et pour une Europe Socialiste

suite de la page 1

reils syndicaux et politiques. La direction de la FGTB ou du PS s'appuie là-dessus pour dire qu'on ne peut pas aller trop loin, qu'on sera tous seuls. Mais dans aucun pays, la volonté réelle de la classe ouvrière, de la majorité des travailleurs et de la population exploitée d'Europe ne trouve les instruments adéquats pour s'exprimer. En effet, par exemple, la représentation des syndicats allemands était très faible à Luxembourg, alors que les syndicats métallurgistes allemands étaient à l'avant-garde de la lutte pour les 35 heures. Les syndicats du nord de l'Europe, d'Angleterre étaient quasi absents, alors que c'est en Angleterre que la classe ouvrière, il y a peu d'années, a mené le combat le plus important et le plus profond avec la grève des mineurs. Il y a des flux et des reflux et des inégalités dans les organisations syndicales des différents pays, mais c'est toujours le secteur le plus avancé d'un moment qui peut entraîner les autres, au lieu de se servir des plus arriérés pour dire qu'on ne peut rien faire.

Actuellement, une série de luttes et de mobilisations font le tour de l'Europe: il y a eu la grève de Renault-Vilvorde et la mobilisation européenne de solidarité, les manifestations de centaines de milliers de travailleurs en Italie pour les pensions et les contrats de travail, en France, la grève des camionneurs a bloqué tout un pays et a reçu l'appui de la population malgré les difficultés causées par ce blocage.

Maintenant, c'est le gouvernement de gauche français qui donne une impulsion avec le projet de loi sur les 35 heures; de même le gouvernement italien, sous la pression de Refundazione Comunista a dû approuver un projet pour instaurer la semaine de 35 heures. Voilà autant de points d'appui du moment pour faire avancer cette revendication et la généraliser. La FGTB n'est donc pas seule, dans une mer d'hostilité européenne, pour défendre cette revendication fondamentale et ur-

gente. D'autant plus que déjà plusieurs entreprises en Belgique se sont mobilisées et font grève pour les 35 heures, depuis les AMP, à Electrabel, aux travailleurs du secteur "non-marchand".

Il est urgent de développer un plan de lutte pour l'obtention de la semaine de 35 heures sans perte de salaires, avec embauche compensatoire. Dans 5 ans, cela n'aura déjà plus de sens! Il faut une mesure volontariste pour obliger le patronat à augmenter l'emploi, ou au moins, à contenir sa diminution. Mais ce ne sera jamais qu'une mesure de protection, de transition pour la défense des travailleurs.

La lutte pour les 35 heures doit faire partie d'un programme des syndicats et des partis de gauche pour tous les bénéficiaires de la technification aillent aux travailleurs, pour que l'économie soit planifiée en fonction des besoins des populations, de Belgique, d'Europe, du monde. La course à la productivité, à la technification va encore s'exacerber, pour compenser la réduction des profits capitalistes due à la diminution du temps de travail. Constamment, le niveau de vie de la majorité des populations stagne ou recule, quand un pays ou une région voit se réduire le taux de chômage ou s'améliorer les possibilités économiques, c'est au dépens de la région ou du pays voisin, et c'est pour une très courte période.

Il en est ainsi au sein même de la Belgique, entre régions flamande, bruxelloise, wallonne, entre la Belgique et la Hollande, entre les différentes régions d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie. Mais ce qui est constant c'est que des couches chaque fois plus importantes de la petite-bourgeoisie et de la population en général, sont déplacées, déclassées, appauvries, au bord de la pauvreté, de l'exclusion sociale.

A son retour de Luxembourg, le Premier ministre De Haene a donc lancé son projet pour accélérer la formation des chômeurs, en mena-

et mondiale - pour reprendre la lutte pour la construction de l'état ouvrier qui se fera par une combinaison de la révolution sociale et de la révolution politique, bien avant que se renforce le pouvoir des camarillas qui ont usurpé la direction de ces états. Il faut pour cela analyser les rapports de forces qui existaient avant la crise actuelle.

Il est certain qu'il n'y a pas de fatalité historique. L'histoire est un processus dialectique de causes et d'effets se combinant et changeant constamment. La possibilité existait pour les états ouvriers de conclure leur crise dans une autre direction: dans la victoire des forces favorables au communisme aidées par le processus de la régénérescence partielle ainsi que le camarade J. Posadas

suite page 3

çant d'exclusion du droit aux indemnités de chômage, ceux qui ne se soumettraient pas à cette obligation de formation. Cela montre bien l'hypocrisie de ces résolutions européennes, elles vont servir d'instrument pour exclure des chômeurs, et pas pour réduire le chômage, et donc augmenter le nombre des laissés pour compte. Il en est de même de toutes les mesures que prend le gouvernement De Haene: reculer l'âge de la pension pour les femmes, reculer l'âge de la prépension à 60 ans, geler les salaires des travailleurs de plus de 50 ans: cela fait des économies pour les caisses de pension, cela facilite le respect des critères de 3% pour la course à l'Euro; la privatisation totale des télécommunications, de tout le secteur bancaire conduit au même résultat: tout cela se fait sur le dos de la population, au profit d'un petit secteur capitaliste qui, lui, se porte très bien du point de vue de son enrichissement à court terme.

Cependant, le capitalisme entraîne dans ce naufrage toutes les institutions, les structures, les relations qu'il a établies depuis la formation de la Belgique. Les gouvernements bruxellois, flamand ou wallon se disputent les restes des budgets. Les conflits communautaires ressurgissent à chaque instant pour cette raison. Les partis politiques, y inclus le Parti Socialiste, s'accrochent aussi à ces restes de pouvoir, tout comme les autres corps de l'Etat, parlement, justice, ou police.

Le mouvement syndical, en Belgique en tout cas, reste la seule force qui maintient une cohésion et une unité du nord au sud du pays et qui sert de rempart pour défendre la Sécurité sociale, les droits acquis de tous les travailleurs, pour empêcher l'exclusion totale de centaines de milliers de personnes, de toute vie sociale. C'est aussi lui qui pourra être le fer de lance de la lutte pour obtenir, maintenant même, les 35 et 32 heures/semaine sans perte de salaires et avec embauche compensatoire et pour exercer le contrôle sur l'application effective des ces mesures.

avait défini les formes que pouvait prendre la révolution politique de l'étape actuelle.

Mais pour une série de raisons, cette lutte a abouti à la défaite des secteurs qui avaient essayé le plus ouvertement, à partir de la période d'Andropov, de donner une issue progressiste socialiste à cette crise qui était surtout politique et sociale. L'intérêt réactionnaire et contrerévolutionnaire de la bureaucratie a prévalu dès le moment où les ouvriers soviétiques ont commencé à choisir directement les directeurs d'entreprises. La bureaucratie a été épouvantée, et les secteurs de la bureaucratie alliés au capitalisme ont prévalu sur ceux qui avaient recherché l'appui et l'alliance du mouvement ouvrier.

Déjà à l'époque de Gorbatchev, la bureaucratie a fomenté les conflits dits nationalistes. Il faut d'abord rappeler que l'Union Soviétique avait permis à chaque région et nationalité un niveau de dignité et de développement jamais atteint jusqu'alors. Mais cela n'empêchait pas que la bureaucratie centrale jouisse de plus de privilèges et d'avantages. Elle entretenait aussi une large clientèle de chefs et de caciques locaux. Ceux-ci ont pris le prétexte de la défense de la nationalité contre l'oppression russe (en fait oppression de la bureaucratie centrale) pour monter toutes les provocations et les sanglants conflits au nom des soi-disant nationalités et camouflant ainsi leur réel objectif contre-révolutionnaire et anti-communiste.

Ensuite, le capitalisme en a profité pour augmenter sa pression militaire. La Guerre du Golfe fut une véritable essai de pénétration dans une zone frontière du système socialiste. C'était là une action de provocation de l'impérialisme, qui cherchait à aiguïser la crise de la bureaucratie de l'Union Soviétique et à profiter des concessions de Gorbatchev et Chevarnadze en Amérique Centrale, en Allemagne, en Europe Orientale.

Dans le cours de ces luttes internes, la perestroïka a dévié complètement de la direction que les secteurs soviétiques plus avancés voulaient lui donner de réforme du socialisme par le socialisme pour que celui-ci développe toute sa puissance (XIXe Conférence du PCUS), pour prendre le chemin d'une réforme de type capitaliste. On est donc passé rapidement des réformes socialistes à l'économie de marché, de la légalisation des activités individuelles aux privatisations ouvertes, du referendum pour le maintien de l'URSS voté par 70% de la population au démantèlement pur et simple de celle-ci, aux conflits soi-disant nationalistes et aux pogroms.

C'est par un véritable coup de force que Eltsine déloge le gouvernement de Gorbatchev, provoque, avec l'aide du capitalisme mondial, la dissolution de l'URSS, et l'éclatement des états de la Baltique et de l'Europe de l'Est. Une grande partie de la bureaucratie de l'Etat et du Parti

En ce 80^{ème} anniversaire de la Révolution Russe

L'EXPERIENCE HISTORIQUE DES ETATS OUVRIERS ET LA VIGUEUR ACTUELLE DE LEUR PROGRAMME POUR LA CONSTRUCTION MONDIALE DU COMMUNISME

suite de la page 2

adhère à cette contrerévolution et déplace les secteurs qui voulaient le maintien de l'URSS. L'Armée Rouge elle-même se divise et participe au pillage. Cette Armée Rouge, qui représentait un facteur de résistance au démantèlement de l'Union Soviétique, qui avait maintenu toute une tradition communiste et antifasciste, est aussi composée de dirigeants bureaucratiques, de castes qui agissaient par orgueil de grande puissance, et qui ont participé aux aventures "nationalistes", aux pogroms comme pour la Tchétchénie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie etc.. Mais tout cela ne va pas sans conflits et affrontements violents comme le bombardement du Parlement en 1993. Toute une superstructure (Parti et Etat) tombe sur la tête des travailleurs, des citoyens, des masses, de l'avant-garde prolétarienne et des cadres du parti qui, honnêtement, voulaient défendre l'Union Soviétique et poursuivre la tâche de construction du socialisme.

J. Posadas dit dans l'article cité plus haut:

"il faut prendre en considération que la bureaucratie est une direction historique égale à une classe sociale, mais sans être une classe. Elle agit selon des intérêts d'une classe sociale, mais elle n'en a pas la structure, ni les fondements, ni les relations. Sa fonction dans l'histoire est déterminée par sa fonction dans l'économie. Mais cette économie est celle d'un état ouvrier et cela conduit à des relations sociales et politiques propres à un état ouvrier également. Alors, quelle est la fonction de la bureaucratie? elle n'a pas de présent, ni de passé, ni de futur. parce qu'elle ne remplit aucune fonction nécessaire, elle ne peut pas justifier son existence. Elle a de la puissance et de la vie, mais elle est incapable de changer de nature, de structurer une culture, une théorie, un programme révolutionnaires. Cette analyse que Trotsky a fait de la bureaucratie est fondamentale pour comprendre. "La Révolution Trahie" de Trotsky est un des textes les plus beaux et complets qui aient été écrits dans l'histoire humaine, après "Le Capital" de Marx."

La victoire contre le nazisme, la liquidation du pouvoir de Staline, l'expansion de l'état ouvrier en Europe, et ensuite les triomphes de la Chine, de Cuba, du Vietnam, et ensuite de l'Angola, du Mozambique, Nicaragua et l'expansion des luttes révolutionnaires, des "états révolutionnaires" en Afrique et en Améri-

que Latine, représentait une compensation pour le pouvoir bureaucratique, et obligeait l'URSS à agir comme un représentant plus légitime de ce processus, comme un système de "pays socialistes", comme force politique, sociale, et militaire qui faisait face au capitalisme et se devait d'appuyer chaque lutte, chaque révolution, chaque processus politique qui enlève de la force et de l'autorité au capitalisme.

En même temps, comme Posadas l'explique dans toute son oeuvre, la bureaucratie essayait de limiter cet appui. Elle essayait de reproduire dans les pays où elle intervenait, les aspects préjudiciables et les distorsions de l'appareil bureaucratique, en soumettant dans la mesure du possible, les révolutions à ses propres limitations politiques. L'intervention militaire de l'URSS était d'une importance vitale en Afghanistan pour affronter l'impérialisme, mais la construction du Parti et la création de conditions démocratiques soviétiques l'étaient tout autant pour que les masses afghanes décident du destin du pays. La bureaucratie soviétique ne l'a pas fait. Il en fut de même à Cuba, Nicaragua, Angola, dans le monde entier. Le progrès du rapport de forces mondiales en faveur du socialisme mettait l'Union Soviétique au centre de la révolution mondiale, en même temps qu'il aiguïait la crise de la bureaucratie. L'URSS n'était pas un "bloc" ni une "superpuissance" au même titre que l'impérialisme. En réalité ce groupe de pays représentait un "système d'états ouvriers". Et aujourd'hui les secteurs les plus honnêtes des mouvements de gauche admettent que ce "bloc" garantissait les conquêtes sociales de la moitié de l'humanité. Des conquêtes que sans l'existence de ce bloc, le capitalisme n'aurait jamais concédé même en Europe occidentale avec la social-démocratie. Depuis la chute du mur de Berlin, le capitalisme ne fait pas autre chose que de détruire et retirer les conquêtes sociales: Le bloc socialiste n'existe plus.

Les mouvements révolutionnaires du Nicaragua, du Salvador, des pays progressistes, les forces de gauche dans le monde entier, tout en critiquant l'URSS et ses méthodes bureaucratiques, à juste titre, vivaient et progressaient parce que l'URSS et le bloc socialiste existaient. Il n'y a jamais eu de "modèle socialiste euro-soviétique", mais des problèmes de tout le mouvement

révolutionnaire mondial. Entre la croissance des forces productives, des relations sociales et de la conscience communiste d'une part et, de l'autre, l'existence de la bureaucratie, la conciliation de classes, l'absence de démocratie soviétique, il y avait une contradiction qui devait se manifester et arriver à un terme. L'expansion de la révolution mondiale et l'affrontement du système capitaliste contre le système socialiste ont mis à l'épreuve la structure du système des états ouvriers et ont fait ressurgir toutes ses contradictions: absence de démocratie soviétique, planification économique centralisée par la bureaucratie, conciliation avec le capitalisme mondial. Maintenant, sous les coups du capitalisme, l'avant-garde communiste et les mouvements communistes commencent à valoriser plus objectivement cette expérience. Il faut continuer dans cette voie.

On ne peut expliquer la crise de l'URSS comme une crise économique. Il s'agit d'une crise de direction: la bureaucratie dirigeante n'a pas résisté à la pression de ce processus mondial qui conduisait à la guerre avec l'impérialisme et à la révolution socialiste mondiale. La régénérescence partielle a eu beaucoup d'importance mais elle a été insuffisante, il n'y a pas eu de temps assez pour construire une nouvelle direction révolutionnaire. La crise a explosé pour aboutir sur la désintégration de l'URSS et la disparition de certains états ouvriers comme la RDA. D'autres se maintiennent tout en subissant des aspects de restauration capitaliste et de contre-révolution, comme la Chine, une grande partie de l'ex-URSS et des pays de l'Est, Cuba, le Vietnam, la Corée du Nord.

Les structures de l'état ouvrier résistent au retour au capitalisme

Certains auteurs et secteurs du mouvement communiste et marxiste prétendent qu'un cycle d'accumulation capitaliste s'est déjà affirmé en Russie et que ce pays est déjà un état capitaliste, avec une bourgeoisie interne capable d'investir, de produire, de recueillir le produit financier et investir à nouveau, bien que restant marginale dans un système capitaliste triomphant. Ils considèrent donc qu'il n'existe plus d'état ouvrier.

Ce critère purement économique est-il suffisant pour mesurer? Il y a une certaine croissance de l'accumulation, des investissements et de la production privées, mais il reste encore une très importante structure étatique qui résiste au démantèlement. Les secteurs "industrialistes" de la bureaucratie ont sans aucun doute une conception d'accumulation privée et de grandes ambitions de devenir une classe. Mais ils ne peuvent se proclamer les propriétaires des moyens de production. Dans toute l'ex-URSS la résistance au sa-

suite page 4

En ce 80^{ème} anniversaire de la Révolution Russe

L'EXPERIENCE HISTORIQUE DES ETATS OUVRIERS ET LA VIGUEUR ACTUELLE DE LEUR PROGRAMME POUR LA CONSTRUCTION MONDIALE DU COMMUNISME

suite de la page 3

cage s'étend. Cette résistance des secteurs "étatiques" ne vient pas de rien. Toute une couche bureaucratique ne peut se détacher des engagements sociaux qu'elle a pris avec les masses. Elle ne peut se contenter des promesses de bien-être ni de l'euphorie des résultats du marché. Elle a déjà dû faire face à de grandes grèves, régionales et même nationales, auxquelles ont participé des millions et des millions de travailleurs.

Les masses ont fait cette expérience très rapidement, et c'est le cas dans tous les pays de type socialiste. La bureaucratie n'a jamais pu cesser de devoir fournir aux masses des logements, des crèches, des hôpitaux, des écoles. Les combinats, les entreprises et les communes, à l'époque de l'URSS, devaient assurer toute une série de droits, en plus du salaire. Il est vrai que les salaires sont actuellement payés avec de grands retards, que les services sociaux se sont dégradés, mais dans des régions entières le système continue encore à fonctionner comme à la période soviétique. La restauration capitaliste complète devait signifier le chômage de millions et de millions de travailleurs, l'insécurité intégrale. Mais la bureaucratie est malgré tout obligée de maintenir debout des usines, des entreprises agricoles, de nombreuses institutions étatiques, bien qu'elles ne répondent pas aux critères du "marché".

En Chine, les lois du marché et la privatisation de toute l'industrie étatisée, entraîneraient l'expulsion du travail et de toute garantie sociale pour des centaines de millions de travailleurs. Pourquoi ne le font-ils pas? de même en Russie. Il y a une lutte violente entre les différents secteurs de la bureaucratie et les groupes "privatisateurs" et mafieux ne parviennent pas à s'imposer. Cette instabilité vient du plus profond de l'expérience de la Révolution d'Octobre, des sept premières années de vie soviétique et aussi des 70 ans de vie de l'URSS.

A propos de la "mafia" par exemple: on ne peut pas parler de mafia au sens traditionnel, celle-ci a toujours existé et fournissait le marché noir pour la bureaucratie. Cette mafia s'est étendue à de larges secteurs de l'Etat, des entreprises, du Parti, de l'armée, elle a acheté des entreprises, des immeubles, des richesses, trafiqué des armes, des minéraux, des secrets industriels et militaires, elle a accumulé à l'extérieur plus de cent mille millions de dollars, mais elle peut difficilement se légitimer comme une nouvelle classe bourgeoise en Union Soviétique.

Aux yeux de millions de travailleurs, de paysans, d'intellectuels, de

citoyens qui ont vécu la période soviétique, cette camarilla privilégiée qui opprimait les gens au nom du communisme et qui maintenant défend la propriété privée, ne trouve aucune légitimité. La bureaucratie devrait pouvoir se transformer en classe capitaliste opprimante. Elle en a l'intention sans aucun doute. Mais elle n'en aura pas les conditions historiques ni le temps avant d'être rattrapée par la lutte des classes en général et la lutte révolutionnaire pour reprendre l'expérience socialiste.

Trotsky dit dans "La Révolution Trahie":

"En tant que force politique consciente, la bureaucratie a trahi la révolution. Mais heureusement, la révolution victorieuse n'est pas seulement un drapeau, un programme, un ensemble d'institutions politiques, c'est aussi un système de rapports sociaux. Il ne suffit pas de la trahir, il faut encore pouvoir la renverser. Ses dirigeants ont trahi la Révolution d'Octobre, mais ils ne l'ont pas renversée, et la révolution a une grande capacité de résistance qui coïncide avec les nouveaux rapports de propriété, avec la force vive du prolétariat, avec la conscience de ses meilleurs éléments, avec la situation sans issue du capitalisme mondial, avec l'inévitabilité de la révolution mondiale". Aujourd'hui on peut moins encore se passer de l'analyse des rapports sociaux et du niveau des luttes à échelle mondiale, car il ne s'agit pas seulement du "socialisme en URSS" mais de la révolution socialiste mondiale.

Le comportement des masses dans les états ouvriers, la lutte de classes et le rôle des directions communistes et révolutionnaires

Le processus de privatisations dans l'ex-URSS est de plus en plus freiné. De nouvelles lois limitent l'autonomie des régions en matière de commerce extérieur et d'échange de devises, les restrictions aux privatisations sont de plus en plus grandes, des trafiquants et des spéculateurs sont mis en jugement. Le dernier budget du gouvernement Russe est passé grâce à un accord avec le Parti Communiste, dans lequel le gouvernement s'engage à donner la priorité absolue au paiement des arriérés de salaires. Cela ne garantit pas qu'ils vont le faire. Mais il est évident que le secteur des "industrialis-

tes" plus liés à l'appareil d'état de l'économie, représenté par Chernomyrdine, cherche une alliance avec la gauche, avec les secteurs de la bureaucratie plus liés aux travailleurs, et essaie de faire un "compromis social". Le gouvernement de Russie continue à subsidier toute une série d'entreprises industrielles et agricoles étatisées. La Biélorussie étatisé à nouveau les banques, demande publiquement sa réintégration à la Fédération de Russie et propose de revenir à une Union du type de l'URSS et à un nouveau bloc militaire.

D'autre part, il est certain que toutes sortes de secteurs capitalistes sont en train de faire des affaires, d'acheter et vendre avec une certaine liberté, d'installer des usines, de vendre de la technologie. Mais on ne peut parler d'une "invasion" unilatérale: il y a d'un côté les prétendants russes au capitalisme mais de l'autre, il y a une bureaucratie d'état encore dominante dans des secteurs économiques stratégiques.

C'est dans ce sens qu'un frein a été mis au démantèlement des structures d'état et des forces productives et qu'il y a même un renversement de tendance: cette année la Russie a produit un grand excédent de céréales (et l'agriculture est toujours fondamentalement une activité étatique ou paraétatique), les indicateurs économiques de nombreux secteurs sont positifs, les exportations ont repris dans divers secteurs, que ce soit le gaz, le pétrole, mais aussi l'armement et la technologie. Le seul fait de maintenir les programmes spatiaux indique qu'il y a un "noyau actif" dans l'économie et la société russe qui a décidé d'arrêter les sabotages et les désertions de la bureaucratie.

Cela n'empêche pas qu'il y a une situation sociale désastreuse, une inégalité énorme dans la distribution des richesses, un effondrement des services sociaux et le paiement en retard des salaires. En Chine, c'est la même chose, dans les zones spéciales les travailleurs n'ont aucun droit garanti. Mais ce ne peut être qu'une situation transitoire, il y a une grande fermentation sociale dans tous les pays issus du camp socialiste.

Les mouvements de protestation pour le non-paiement des salaires se multiplient. Dans un premier temps, les masses sont restées choquées et déconcertées de la chute des gouvernements communistes. Le passage au camp capitaliste de vastes couches de la bureaucratie, l'abandon de conquêtes socialistes, la mise en avant des provocations nationalistes utilisées habilement pour laisser au second plan les questions de classe,

tout cela a causé en un premier temps un reflux et une déception.

Mais il y a eu surtout le fait que les masses n'ont pas trouvé d'instrument pour exprimer une position indépendante: ni le Parti, ni les syndicats, ni l'armée ont servi, ils étaient tous gangrenés par la bureaucratie qui a paralysé et dévié tout le potentiel de communication des masses. Les masses étaient restées pendant des années sans avoir le pouvoir dans les lieux de travail, sans canaux de communication et d'éducation politique, sans possibilité de choisir ni contrôler leurs dirigeants. Sans instruments de communication politique avec le mouvement ouvrier mondial, les masses n'avaient pas la préparation nécessaire pour pouvoir réagir à cette crise et redresser tout de suite la situation.

J. Posadas dit:

"le poids social du prolétariat en Union Soviétique est au moins dix fois plus grand aujourd'hui qu'à l'époque de Staline. Il n'a pas encore pu peser politiquement ni socialement. Il ne peut pas se faire entendre parce qu'il manque d'instruments pour le faire. Tous ceux qui parlent de l'Union Soviétique doivent se demander; quel est le poids du prolétariat dans la société soviétique? quel est le rôle des masses dans la culture, la politique, l'art? il est nul. Il n'y a pas de vie politique, pas de fonctionnement de syndicats ouvriers, paysans ou étudiants, ou militaires. Les soviets ont été réprimés. Comment les masses soviétiques peuvent-elles faire entendre leur opinion? Les masses du monde ont du respect, de l'admiration pour l'Etat ouvrier quand elles voient les vaisseaux spatiaux, la puissance de la planification économique, de la propriété étatisée, du monopole du commerce extérieur, mais elles ne voient pas ce que pensent les masses soviétiques. Et elles voient aussi qu'on instaure l'autonomie des entreprises, qu'on stimule les intérêts privés, que le stimulant matériel est porté à son maximum. Guevara était contre tout cela. De même les Trotskystes ont lutté contre tout cela. Dans "La Révolution Trahie", Trotsky posait déjà qu'il fallait maintenir le stimulant moral au-dessus de toute autre chose même dans les conditions arriérées que connaissait l'Union Soviétique". (extrait de "Bilan Historique des 50 ans d'existence de l'Union Soviétique", Edition Science Culture et Politique)

Les secteurs de gauche qui parlent de "catastrophe historique" et de "la fin des idées communistes" n'ont jamais compris la nature de l'Etat ouvrier, de ses contradictions internes, de la lutte de classes atténuée latente, des dégénérescences bureaucratiques. La IV^e Internationale Posadiste, suivant l'activité de Léon Trotsky, s'est toujours adressée au mouvement communiste mondial en demandant la démocratie soviétique dans les pays dits socialistes. Pendant ce temps, une partie importante du mouvement communiste refusait la moindre critique et faisait l'apologie du "socialisme réel". Les

suite page 5

masses soviétiques ont connu 70 ans d'Etat ouvrier, mais 30 ans sous une dictature stalinienne très fermée, elles ont aussi supporté la mort de 20 millions de personnes et une destruction énorme au cours de l'invasion nazie! Malgré tout cela, elles ont maintenu la structure de l'Etat ouvrier pendant 70 ans et réalisé des conquêtes énormes, mais elles n'ont pas pu réaliser un fonctionnement révolutionnaire du PCUS, ni une vie de démocratie soviétique où on doit discuter, résoudre et appliquer, elles n'ont pas bénéficié de liberté d'action et de vie syndicale, elles n'ont pas eu le droit de grève, elles n'ont pas eu la préparation marxiste scientifique pour diriger la société, l'Etat, l'économie.

Le marxisme du PCUS était formel, académique, bureaucratique: les principaux dirigeants, considérés comme les plus hauts chefs de l'orthodoxie marxiste ont rapidement abandonné, déserté, ils n'étaient en fait que des bureaucrates sans culture, et sans engagement pour les idées. De gardiens de la pureté du marxisme-léninisme ils sont devenus des apologistes du capitalisme sauvage, du "pinocchetisme", comme Bourboulis et d'autres. C'est au nom du marxisme qu'ils empêchaient les comparaisons, les discussions, les contestations, le dynamisme requis par le progrès mondial de la révolution, de l'économie, des relations sociales.

Dans tout ce processus, les travailleurs n'ont pas exprimé une opposition ouverte, parce qu'il y avait de toutes manières une identité entre eux et l'Etat, et le manque de vie politique et de démocratie soviétique a conduit à une relative passivité et à la tendance à déléguer les décisions aux différents niveaux de pouvoir. Quand il n'y avait pas de passivité, la bureaucratie répondait par la répression politique. Dans une telle situation, il ne serait pas logique de reprocher aux masses soviétiques de ne pas s'être lancées immédiatement à la rue, et de ne pas avoir créé aussitôt une alternative révolutionnaire.

Léon Trotsky, écrit dans un article en 1940, depuis Coyoacan au Mexique, à propos des expériences de la Révolution Russe: "Lénine fut un facteur très important dans la maturité du prolétariat russe, en février et mars 1917. Lénine n'était pas tombé du ciel. Il personnifiait la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière. Pour que les postulats de Lénine puissent se frayer un chemin parmi les masses, il fallait des cadres, même s'ils étaient peu nombreux au début; il fallait la confiance des cadres dans leur direction, une confiance basée sur toute l'expérience passée. Exclure ces éléments de son analyse, revient tout simplement à ignorer la révolution vivante. Et la remplacer par une abstraction: "le rapport de forces". Le développement de la révolution consiste précisément dans le fait que les rapports de forces connaissent des changements rapides et incessants sous le choc des transformations qui se produisent dans la conscience du prolétariat, l'at-

En ce 80^{ème} anniversaire de la Révolution Russe

L'EXPERIENCE HISTORIQUE DES ETATS OUVRIERS ET LA VIGUEUR ACTUELLE DE LEUR PROGRAMME POUR LA CONSTRUCTION MONDIALE DU COMMUNISME

suite de la page 4

traction exercée par les couches les plus avancées sur les plus arriérées, la confiance croissante de la classe dans ses propres forces. Le Parti est le ressort vital de ce processus, et le ressort vital du Parti c'est sa direction. Le rôle et la responsabilité de la direction dans une époque révolutionnaire sont énormes". ("Classe, Parti et Direction")

Reprenant cette réflexion et tenant compte du mûrissement du prolétariat soviétique en 70 ans d'expérience d'Etat ouvrier ainsi que de domination bureaucratique, on ne peut émettre de jugements hâtifs sur la "passivité" des masses. Les masses soviétiques ont donné assez de preuves de leur capacité et volonté. Mais le problème de la direction dans une société de type socialiste est et restera crucial jusqu'à un stade avancé du communisme. Si les mouvements révolutionnaires dans le monde sont tous restés déconcertés par ces événements, comment ne pas considérer leur effet sur les masses de l'Union Soviétique, qui venaient de voter massivement pour le maintien de l'URSS!

Il faut tenir compte que le coup d'Etat de Eltsine, la farce électorale qui a légitimé son gouvernement et sa nouvelle Constitution, se sont produits dans le cadre d'une lutte inter-bureaucratique et non pas au nom d'une contre-révolution triomphante, la bureaucratie a dû sortir tout un arsenal de compromis, d'abord avec les ouvriers des mines, ensuite avec les bureaucraties régionales et locales. Elle a dû faire face malgré tout à une énorme opposition syndicale et politique.

Le mouvement ouvrier soviétique, pendant toute cette période, n'a pas pu entrer au combat: il n'avait pas l'instrument ni la direction révolutionnaire. Il fallait une direction qui assume pleinement l'héritage de la Révolution d'Octobre, considérée comme premier chaînon de la révolution socialiste mondiale et de la construction du socialisme. Une direction qui développe le programme de l'Etat ouvrier vers le socialisme, la réintroduction des soviets, la liquidation de tout fonctionnement bureaucratique. Une direction surtout qui se prépare à l'affrontement global avec l'impérialisme car celui-ci ne supporterait pas la démocratie soviétique et son influence sur les masses du reste du monde. Une telle direction n'a pas eu le temps de se former au cours du bref processus

de régénérescence partielle.

Dix ans à peine après la dissolution de l'URSS, on peut voir un processus de luttes et de mouvements importants dans tous les états ouvriers ou ex-pays socialistes. La plupart de ces mouvements sont défensifs, il s'agit presque toujours de grèves et des manifestations pour le respect de droits fondamentaux tels que le paiement des salaires. Mais il s'y ajoute aussi des mouvements pour des droits démocratiques, pour la protection de l'environnement, contre la corruption. La rébellion des masses albanaises est une démonstration qui va dans ce sens. De la Russie à la Pologne, les rébellions et grèves se multiplient, en Yougoslavie, se dévelop-

pent des mouvements de travailleurs, d'étudiants, il y a une croissance de mobilisations anti-Otan, pour un retour à l'Union Soviétique. Cette dernière tendance s'est manifestée clairement ces derniers jours en Biélorussie.

Cette rébellion a débouché souvent sur des processus électoraux qui ont porté à nouveau au pouvoir des communistes ou ex-communistes. Les 30 millions de voix rassemblées sur le Parti Communiste Russe ont un grand poids, indépendamment des positions éclectiques ou nationalistes de cette direction. Il faut considérer que les élections ne sont pas une expression des plus représentatives de ce processus, elles ont souvent été falsifiées, soit directement comme dans le cas de Eltsine, ou de Berisha en Albanie, soit indirectement au moyen du contrôle direct des médias par les corporations et agences de la bourgeoisie mondiale. De toutes manières, les masses ont soutenu électoralement les courants communistes dans quasi tous ces pays.

Cela ne signifie pas un retour au socialisme, c'est simplement une expression indirecte de la volonté populaire ainsi que d'une réflexion, d'un mûrissement politique diffus qui n'a pas encore trouvé d'instruments légitimes et directs d'expression. D'autre part, ces directions communistes, ou ex-communistes ne font que poursuivre les politiques de privatisations et de réformes pro-capitalistes et provoquent de nouvelles déceptions des masses. Elles laissent ainsi le terrain libre pour de nouvelles manipulations et manifestations de la droite, comme on l'a vu en Bulgarie, en Serbie, en Pologne. Le fond du problème, c'est qu'il n'existe pas de politique intermédiaire entre le socialisme et le ca-

pitalisme. La "transition" signifie aus

si ceci: ces directions, par peur d'un retour au communisme, essaient de réduire les maux provoqués par les privatisations sauvages, de continuer plus lentement les réformes pro-capitalistes. Le résultat est désastreux, car il n'existe pas de "capitalisme à visage humain". En freinant les privatisations, ces gouvernements doivent affronter le "visage inhumain" du FMI, de l'OCM, de la Banque Mondiale, ces organismes bloquent tout, ne donnent plus de crédits, lancent des menaces. Mais d'un autre côté, en accélérant les privatisations on se trouve face à un autre désastre: le désastre social le plus complet, les grèves et l'opposition des masses. En définitive, la bureaucratie est sans avenir. Ou elle se convertit pleinement en bourgeoisie ou elle disparaît de l'histoire. Pendant cette période, les masses apprennent, interviennent, discutent et cherchent un instrument politique pour comprendre, il est évident qu'elles ne veulent pas aller à la barbarie. Elles ont une conscience générale des droits fondamentaux, tels que l'école, la santé, le logement, le travail, la paix, qui ont été garantis pendant 70 ans de vie de l'état ouvrier. Les masses doivent aussi surmonter des traumatismes aussi terribles que celui de la guerre en Tchétchénie, en Bosnie, en Géorgie, des guerres doublement odieuses parce que menées par des camarillas et des appareils spécialisés, contre la volonté des masses.

Le maintien d'un état de guerre intéressait la bureaucratie pour dévier l'attention, terroriser les masses, les empêcher de revendiquer leurs propres droits au lieu de soi-disant droits ethniques ou nationaux. Mais cela n'a pas duré. On peut voir actuellement le gouvernement réactionnaire de Croatie, apparemment le vainqueur de la guerre, s'épouvanter de la croissance de nouveaux courants "pro-Yougoslavie". La soi-disant haine inter-ethnique, héritée du passé féodal et de la barbarie capitaliste, avait été complètement surmontée dans la nouvelle Yougoslavie de Tito. Sa résurgence, sous forme de nationalisme, fut le résultat d'une instigation délibérée, qui s'est rapidement avérée comme une impasse pour les masses qui avaient déjà vécu une expérience d'état ouvrier. Les aventures militaires sont en train de mettre en danger les camarillas qui les ont elles-mêmes provoquées. La rébellion populaire en Albanie a surpris le capitalisme par sa virulence et sa décision; elle a réussi à démanteler la fonction répressive de l'armée que le capitalisme essayait de construire depuis 1991. Les masses albanaises se sont appuyées sur les cadres communistes et sur leur propre expérience pour mettre en échec la camarilla pro-impérialiste qui écrasait le pays. Ce radicalisme des masses peut servir d'exemple et de stimulant pour les autres états ouvriers. Il reflète un haut niveau de dignité des masses que seul l'état ouvrier est capable

suite page 6

En ce 80^{ème} anniversaire de la Révolution Russe

L'EXPERIENCE HISTORIQUE DES ETATS OUVRIERS ET LA VIGUEUR ACTUELLE DE LEUR PROGRAMME POUR LA CONSTRUCTION MONDIALE DU COMMUNISME

suite de la page 5

d'exprimer. Cela va trouver un écho en Yougoslavie, en Roumanie, en Hongrie. Les manifestations anti-Otan en Serbie en sont aussi un exemple.

Le capitalisme ne peut investir que dans la contre-révolution

Le capitalisme international est venu en aide depuis 1989 à cette bureaucratie, il a contribué aux actions les plus contre-révolutionnaires, stimulé les nationalismes, investi dans les medias, dans les partis dits "démocratiques", il a envoyé des missions de religieux fanatiques, d'assesseurs militaires, des consultants en économie, il a fait reconstruire des cathédrales, revenir tous les réfugiés, les dissidents, la crème de la bourgeoisie réactionnaire exilée, tout ce que Lénine appelait "l'armée de réserve de la bourgeoisie".

Mais tout cela n'a pas suffi pour ressusciter le capitalisme en Russie. Le capitalisme mondial ne va pas investir en Russie l'équivalent d'un Plan Marshall comme on le disait il y a quelques années. Malgré les multiples concessions des camarillas dirigeantes, il n'existe aucun processus d'investissement capitaliste en mesure d'assurer un avenir à ces candidats à la bourgeoisie. Tout capital investi en Russie court le risque de fonder un nouveau concurrent capitaliste ou de nouveaux mouvements vers une révolution socialiste.

Le capitalisme continue en général à faire ses affaires, à tirer des profits tant que dure cette situation. Mais la bureaucratie nationaliste en fait autant. Toute cette bureaucratie est dans une situation calamiteuse: les miracles qu'elle a promis aux masses ne peuvent s'accomplir et le capitalisme est incapable de l'y aider.

Les accords entre la Chine et la Russie indiquent une tendance à freiner l'avancée du capitalisme: les deux pays ont résolu des problèmes frontaliers, fait des accords militaires, industriels, commerciaux, qui s'appuient sur une base potentielle énorme. Ceux-ci ne sont pas conclus dans un but socialiste, mais dans le but d'une protection réciproque contre les puissances capitalistes, et doivent aussi tenir compte des masses chinoises et soviétiques qui n'acceptent pas la régression de leur niveau de vie antérieur.

Le capitalisme mondial est alarmé des conséquences possibles de cette nouvelle alliance. Il y a une grande résistance du gouvernement et de l'armée russe, ainsi que de plusieurs pays de la C.E.I., à l'expansion de l'OTAN. Au-delà des aspects de

divisions en "zones d'influences", des échanges d'alliances militaires contre des aides économiques, cette alliance exprime que la désintégration partielle de l'état ouvrier est en train de s'arrêter.

L'armée de la CEI a récemment fait des manoeuvres sur le thème de la défense contre une attaque de l'OTAN. Par ailleurs, l'OTAN a fait des manoeuvres dans la Mer Noire, avec la complicité du gouvernement ukrainien, simulant une aide humanitaire sur les territoires de l'ex-URSS. Des manifestations importantes, organisées par les communistes, ont eu lieu contre l'OTAN. La guerre reste toujours le principal objectif de l'impérialisme, qui investit à nouveau dans la guerre spatiale. Dans ce contexte, il n'y a aucune perspective pour les camarillas qui ont usurpé le pouvoir dans l'ex-URSS et dans les autres états ouvriers. Le capitalisme ne sait que faire de sa victoire sur le communisme. Tous les problèmes inhérents à la concurrence furieuse entre les blocs économiques les plus puissants subsistent: Japon et pays asiatiques, Europe et Etats-Unis. Une guerre inter-impérialiste s'avère peu probable. Ils continuent la guerre sourdement, en soumettant des pays entiers comme le Mexique ou la Thaïlande, ils préparent de grands conflits comme avec l'introduction de la monnaie unique européenne. Mais la véritable guerre à laquelle se prépare toujours l'impérialisme s'exprime au travers de l'OTAN qui pointe canons et missiles contre les pays de l'Est, contre Cuba et la Chine, et contre n'importe quel pays ou mouvement révolutionnaire à venir. Il n'existe aucune pacification. Les accords de Dayton sur la Yougoslavie, ou les accords entre Israël et les Palestiniens, le conflit avec l'Irak, sont toutes des mesures imposées par l'impérialisme américain, qui a pu profiter de la reculade des Soviétiques. Mais ils sont très instables et ne sont pas acceptés par les masses. Il en va de même au Mozambique ou en Angola par exemple. Ces pays ont accepté des compromis et fait des concessions au FMI après la chute de l'URSS. Ils ont besoin de faire fonctionner leur économie, après les désastres de la guerre et sont obligés d'utiliser des mesures capitalistes et de faire ces concessions. Mais aucun de leurs problèmes ne trouve de solution dans un cadre capitaliste, la reprise de la lutte anti-capitaliste est inéluctable. C'est ainsi que surgissent de nouveaux mouvements comme celui de Kabila au Congo, qui parvient à liquider le régime de Mobutu, le plus important point d'appui de l'impérialisme en Afrique. Et l'Afrique du Sud, du fait du grand poids du Parti Communiste et des syndicats, est un facteur de déstabilisation pour l'im-

périalisme dans toute l'Afrique. Il n'existe aucun "nouvel ordre mondial", il n'y a qu'un désordre transitoire, mais tous les problèmes de la construction du socialisme vont revenir à l'ordre du jour.

Le mouvement communiste mondial doit se remettre à discuter le programme de la construction du socialisme

Le mouvement communiste doit encore se reconstruire profondément dans les états ouvriers, les ex-états ouvriers et dans le reste du monde, il faut discuter ce qui s'est passé, pourquoi et comment reprendre le programme de la construction du socialisme. partir du fait qu'il y a un électorat communiste de masses, de grandes forces de militants, des structures syndicales de masses, mais aussi du fait que dans le monde entier se développent de nouveaux mouvements d'orientation anti-capitaliste.

De toute façon, le mouvement communiste ne surgit pas de rien. Il y a toujours la nécessité d'une profonde réflexion critique sur les 70 ans d'existence de l'URSS et les autres expériences socialistes, sur la signification historique de la Révolution d'Octobre en ce 80e anniversaire. Aucune direction des partis communistes, que ce soit de l'ex-URSS, de Cuba ou de Chine, n'a eu la préoccupation d'élaborer une analyse théorique de cette époque. A part l'oeuvre de Trotsky, avec "la Révolution Trahie" et l'élaboration de J. Posadas sur les états ouvriers.

Les masses des Etats ouvriers, les masses opprimées du monde entier cherchent pourtant une explication, une interprétation, un programme d'action pour affronter le capitalisme aujourd'hui et une unification mondiale de la lutte des classes pour accomplir la transformation du monde vers le socialisme.

Cuba peut jouer un rôle important dans cette situation au lieu de réduire, comme les dirigeants cubains le font maintenant, l'objectif du socialisme à la défense de la nation cubaine, c'est une politique sans aucune perspective comme le fut celle du "socialisme dans un seul pays" en URSS.

Posadas dit: "on ne peut construire le socialisme dans un seul pays, aucun n'a les moyens, les matières premières, l'industrie, la capacité scientifique et technique pour créer une économie socialiste; de plus l'état ou-

vrier doit coexister avec le reste du monde capitaliste. La structure du monde, le marché mondial, s'est formé pendant des siècles et a abouti à des développements inégaux d'un pays à l'autre, de sorte qu'aucun pays n'a les moyens, tout seul, de développer son économie. La division mondiale du travail est l'expression de cette réalité; il s'agit donc de construire le socialisme dans ces conditions de division du travail imposée par des siècles d'existence du régime de propriété privée. Le socialisme ne peut faire abstraction de cette réalité historique. Mais aujourd'hui (ndlr: en 1973), les pays les plus arriérés peuvent se détacher relativement de leur dépendance du capitalisme, grâce à l'existence du système socialiste. A l'époque de Lénine, il n'existait qu'un seul état ouvrier qui dépendait fortement de la division mondiale du travail. Voilà pourquoi le programme du "socialisme dans un seul pays" n'a pas de base historique. L'Union Soviétique, après 56 ans d'existence n'est toujours pas socialiste. Le socialisme ne se résume pas au développement économique, il signifie la fin de toute forme d'imposition, de violence, d'inégalité. le socialisme c'est la réalisation du principe "à chacun selon ses besoins". Et cela n'existe encore dans aucun état ouvrier ("La Révolution Russe, la dégénérescence de l'état ouvrier et la régénérescence partielle" 20/10/1973)

Dans un certain sens, Cuba se retrouve dans une situation d'isolement, mais on peut partir de l'expérience de l'histoire pour ne pas répéter les mêmes erreurs. Le destin de Cuba est indissolublement lié au cours de la révolution mondiale. Cuba peut prendre l'initiative de promouvoir une discussion dans le mouvement communiste mondial pour montrer les causes de la crise de l'Union Soviétique. Cette crise montre que le socialisme ne peut se construire sans la participation complète, inconditionnelle des travailleurs, des grandes masses, de toutes les forces intelligentes de la société. Reprendre à échelle mondiale cette pensée de Guevara: à chaque progrès économique doit correspondre un progrès de la morale communiste, des relations communistes. Il faut travailler à une nouvelle unification du mouvement communiste et révolutionnaire mondial, à une nouvelle Internationale Communiste de masses, capable d'attirer les mouvements, les partis, les associations, les syndicats, vers une nouvelle perspective de transformations socialistes de toute la planète, de récupérer le meilleur de la tradition communiste et d'enterrer définitivement toutes les conceptions bureaucratiques. Voilà le meilleur hommage à rendre à la Révolution Russe et nous sommes persuadés que dans de nombreuses parties du monde, à commencer par l'ex-URSS elle-même, les masses communistes, de larges secteurs de l'avant-garde vont rendre cet hommage à la Révolution d'Octobre.

Bureau International de la IV^e Internationale Posadiste

(octobre 1997)